



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Québec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 AVRIL 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 10th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont prié d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Combustion Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1948, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Jean-Baptiste Brown, comptable, de Québec et Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, transformer et manufacturer des poêles, fournaies et toutes sortes de dispositifs et appareils de chauffage et d'aucune et toutes pièces d'iceux, sous le nom de "Combustion Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Combustion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1948, incorporating: Jacques de Billy, lawyer, of Lévis, Jean-Baptiste Brown, accountant, of Quebec, and Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all in the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, transform and manufacture stoves, furnaces, and all kinds of heating appliances, apparatus and any and all parts thereof, under the name of "Combustion Inc.", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Construction de Coaticook Limitée
Coaticook Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1948, constituant en corporation: Alfred Marcoux, camionneur, Arthur Bédard, laitier, J.-A. Lebel, Aldéi Allaire, Samuel Green, marchands, P.-A. Dionne, gérant, Adrien Maurice, hôtelier, Dr R.-R. Fréchette, vétérinaire, Aldéi Boivin, cultivateur, et Philius Blouin, garagiste, tous de Coaticook, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, améliorer, gérer, exploiter développer, exercer, tous les droits y attachés, et louer, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner et transporter, céder, faire valoir et autrement utiliser des terrains, édifices, concessions, brevets, maisons d'affaires et entreprises commerciales, droits immobiliers et propriétés de toutes sortes, soit mobilières ou immobilières, et tout autre intérêt y afférent;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtiments pour aucuns objets, sous le nom de "Construction de Coaticook Limitée — Coaticook Construction Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Construction de Coaticook Limitée
Coaticook Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1948, incorporating: Alfred Marcoux, truckman, Arthur Bédard, milkman, J. A. Lebel, Aldéi Allaire, Samuel Green, merchants, P. A. Dionne, manager, Adrien Maurice, hotel-keeper, Dr R. R. Fréchette, veterinary surgeon, Aldéi Boivin, farmer, and Philius Blouin, garage-keeper, all of Coaticook, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To acquire, hold, improve, manage, operate, develop, exercise all rights attached thereto, and lease, hypothecate, sell, exchange, alienate, and transfer, assign, turn to account and otherwise make use of lands, buildings, concessions, patents, business firms and commercial undertakings, immovable rights and property of every kind, whether movable or immovable, and any other interest incidental thereto;

To build and erect upon any lot of land, leased or owned by the company, or in which it may be interested in any manner, buildings for all purposes, under the name of "Construction de Coaticook Limitée — Coaticook Construction Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Guy Street Investment Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mars 1948, constituant en corporation: Marcel B. Morency, comptable agréé, Norman R. Southward, industriel, tous deux de la cité de Montréal, et James F. Ware, industriel, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, disposer, faire le commerce et négocier des actions, titres, débentures, obligations, reconnaissances de dettes et valeurs;

Transiger ou exercer le commerce général de placement;

Exercer le commerce d'une ferme et l'exploiter comme telle;

Faire le commerce de produits agricoles, maraichers ou laitiers, animaux et produits et sous-produits des animaux et leurs dérivés, sous le nom de "Guy Street Investment Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Guy Street Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1948, incorporating: Marcel B. Morency, chartered accountant, Norman R. Southward, industrial, both of the city of Montreal, and James F. Ware, industrial, of Hampstead, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, dispose of, deal in and deal with shares, stocks, debentures, obligations, evidences of indebtedness and securities;

To transact or carry on a general investment business;

To carry on the business of farming and to exploit same as such;

To deal in agricultural, vegetable or dairy products, animals and animal products, by-products and the derivations thereof, under the name of "Guy Street Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Finance Générale du Saguenay et du Lac St-Jean, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1948, constituant en corporation:

La Compagnie de Finance Générale du Saguenay et du Lac St-Jean, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1948, incorporating: Alphide Marciel,

Alphide Marcell, agent d'immeubles, de Jonquiè-re, district judiciaire de Chicoutimi, Louis-Henri Savard, comptable, de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, et Rolland Cou-lombe, notaire, de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire, faciliter, encourager, diriger, des prêts d'argent, placements de fonds ou autres prêts et placements quelconques, sous le nom de "La Compagnie de Finance Générale, du Saguenay et du Lac St-Jean, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie se compo-sera de 7,500 actions sans valeur nominale; et la compagnie commencera ses opérations avec un montant ne devant pas être inférieur à \$37,500.

Le siège social de la compagnie sera à Kéno-gami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Société de Pédiatrie de Montréal Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres pa- tentes, en date du onze mars 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Guil-beault, Paul Letondal, médecins de la cité de Montréal, et J.-Henri Charbonneau, médecin, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

L'étude de la pédiatrie et des questions dites d'intérêt professionnel, l'effort commun pour la sauvegarde des intérêts professionnels des spé- cialistes de l'enfant, sous le nom de "La Société de Pédiatrie de Montréal Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens im- mobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à 370, rue Roy est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Tuque Distributeurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première par- tie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro- vince de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1948, constituant en corporation: Joseph-Désiré Boutet, menuisier, Maurice Bou- chard, opérateur, tous deux de La Tuque, dis- trict judiciaire de Québec, et Hubert Ducharme, avocat, de Montréal, district judiciaire de Mont- réal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, manufacturer des véhicules de toutes sortes et les accessoires;

Faire le commerce de tous les produits générale- ment vendus par les épiciers, les bouchers; les appareils et accessoires électriques de toute sortes; des marchandises communément dési- gnées sous le nom de "marchandises sèches", et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "La Tuque Distributeurs Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

real estate agent, of Jonquiè-re, judicial district of Chicoutimi, Louis Henri Savard, accountant, of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Ro- berval, and Rolland Cou-lombe, notary, of Kéno- gami, judicial district of Chicoutimi, for the fol- lowing purposes:

To make, facilitate, encourage and direct loans of money, investments of funds or other loans and investments of all kinds, under the name of "La Compagnie de Finance Générale, du Sague- nay et du Lac St-Jean, Limitée".

The capital stock of the company will consist of 7,500 shares having no nominal value; and the company will commence operations with an amount not less than \$37,500.

The head office of the company will be at Ké- nogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Société de Pédiatrie de Montréal Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1948, to incorporate as a corpo- ration without share capital: Albert Guilbeault, Paul Letondal, physicians of the city of Mont- real, and J.-Henri Charbonneau, physician, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The study of pediatrics and of questions known as being of professional interest, common effort for the safeguarding of the professional interests of child specialists, under the name of "La So- ciété de Pédiatrie de Montréal Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be li- mited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 370 Roy Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Tuque Distributeurs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Pro- vince of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1948, incorporating: Joseph Désiré Bou- tet, joiner, Maurice Bouchard, operator, both of La Tuque, judicial district of Quebec, and Hubert Ducharme, advocate, of Montreal, judi- cial district of Montreal, for the following pur- poses:

To deal in and manufacture vehicles of all kinds and their accessories;

To deal in products generally sold by grocers and butchers; electric appliances and accessories of all kinds, merchandise commonly called "dry goods", and building requisites of all kinds, under the name of "La Tuque Distributeurs Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Chatelet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mars 1948, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Jean-Baptiste Brown, comptable, de Québec, Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Effectuer des opérations faites par un garagiste ou un opérateur de station de service;

Faire le commerce de restaurateur et d'hôtelier; vendre, acheter, importer, exporter, fabriquer, négocier tous produits et articles de métal, papier, cuir, bois, caoutchouc, porcelaine, plastique, tous produits cosmétiques, textiles, comestibles, matériaux de construction, sous le nom de "Le Chatelet Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. Soucis, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1948, constituant en corporation: Raymond Godin, avocat, Hélène Godin, secrétaire, et Paul-Edouard Dessane, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier toutes les marchandises ou classes de marchandises faisant généralement l'objet du commerce d'épicerie ou y étant connexes;

Acquérir en particulier le commerce d'épicerie en gros, exercé actuellement par Léo Soucis, sous la raison sociale "L. Soucis Enr'g.", au numéro 2281 de la rue Ste-Catherine est, en la cité de Montréal.

Le nom de la présente compagnie est "L. Soucis, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$49,500 divisé en 495 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Mont-Louis Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1948, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et conseils en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier démissionnaire, Helen Hague et Ada Gibbs, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer,

Le Chatelet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1948, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Jean-Baptiste Brown, accountant, of Québec, Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the usual operations of a garage-keeper or of a service-station operator;

To carry on the business of restaurant and hotel keeper; to sell, buy, import, export, manufacture, deal in all products and articles of metal, paper, leather, wood, rubber, china, plastic, all cosmetic products, textiles, foodstuffs, building requisites, under the name of "Le Chatelet Inc.", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. Soucis, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of March, 1948, incorporating: Raymond Godin, advocate, Hélène Godin, secretary, and Paul Edouard Dessane, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in merchandise or types of merchandise generally forming the object of the grocery business or connected therewith;

To acquire in particular the wholesale grocery business, actually carried on by Léo Soucis, under the firm name of "L. Soucis Enr'g.", at No. 2281 St. Catherine Street East, in the city of Montreal.

The name of the present company is: "L. Soucis, Limitée".

The amount of capital stock of the company is \$49,500 divided into 495 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Mont-Louis Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighth day of March, 1948, incorporating Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and King's Counsel, William Edwin Learned, retired banker, Helen Hague, and Ada Gibbs, secretaries-spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and

entretenir et administrer des mines et des terrains et dépôts miniers, et creuser, extraire, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer, affiner, tuyauter, transporter et autrement traiter des minerais, métaux et minéraux, appartenant ou non à la compagnie, et leur donner une valeur marchande et les vendre ou autrement en disposer ou vendre ou disposer d'aucune partie d'iceux ou d'intérêts en iceux, sous le nom de "Mont-Louis Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Émettre des actions de manière à ce que les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sorel Autoparts Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs, pièces et accessoires d'automobiles et véhicules-moteurs et toutes sortes d'appareils électriques, moteurs, machines, carburateurs, instruments, appareils et dispositifs, pétrole et toutes sortes de produits pétroliers et leurs sous-produits, et acquérir et exploiter des garages, des postes d'essence, d'huile et de produits pétroliers, entrepôts, postes de service, ateliers de réparation et autres endroits pour l'entretien général des automobiles et véhicules-moteurs, sous le nom de "Sorel Autoparts Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires et en 200 actions privilégiées, toutes deux d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Successors to the Swift-Copland Building Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mars 1948, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois et Paul-Aldéric Ouimet, tous avocats, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains, bâtisses et propriétés immobilières de toute sorte, tenure ou description et toute succession ou intérêt en icelle et tous droits sur ou se rapportant à icelle et les mettre en valeur de la manière jugée convenable, sous le nom de "Successors to the Swift-Copland Build-

manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyze, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein, under the name of "Mont-Louis Mines Limited" (No Personal Liability)", with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 common shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sorel Autoparts Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mont-Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, motor vehicles, automobile and automotive parts and accessories and all kinds of electrical equipment, engines, machines, carburetors, implements, apparatus and appliances, petroleum and all kinds of petroleum products and by-products thereof, and to acquire and operate garages, gasolene, oil, and petroleum product stations, store houses, service station, repair shops and other places for the care generally of automobiles and motor cars, under the name of "Sorel Autoparts Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares and 200 preferred shares both of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Successors to the Swift-Copland Building Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March 1948, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois et Paul-Aldéric Ouimet, all advocates, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire land, buildings and immoveable property of any kind, tenure or description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may be deemed expedient, under the name of "Successors to the Swift-Copland Build-

ding Ltd.", avec un capital de \$125,000 divisé en 1250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Island Textile Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1948, constituant en corporation: Harry Fry, Max Golt, négociants, et Sam Gold, marchand, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre des produits textiles, étoffes, marchandises sèches, vêtements pour dames et messieurs, vêtements et fournitures de toute sorte et description et la matière première utilisée dans ou pour iceux et en faire le commerce général comme mandants, agents, marchands en gros, détaillants et négociants, sous le nom de "The Island Textile Co. Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Trans Allied Refrigeration Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1948, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Hyman Baker, avocats, et Hilda Christensen secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de réfrigérateurs électriques, machinerie et appareils de réfrigération, dispositifs mécaniques et électriques, machines, moteurs, spécialités et appareils de toutes sortes, sous le nom de "Trans Allied Refrigeration Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Vermont Sales & Service Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1948, constituant en corporation: Morey Leonard Simon, dentiste, Anne Simon, épouse séparée de biens de Morey Leonard Simon et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lawrence Alvin Simon, agent, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles de ferronnerie, effets pour la maison, articles pho-

ing Ltd.", with a capital stock of \$125,000 divided into 1250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Island Textile Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1948, incorporating: Harry Fry, Max Golt, jobbers, and Sam Gold, merchant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy and sell textiles, cloth, dry goods, ladies' and men's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor and to deal in the same generally as principals, agents, wholesalers, retailers and jobbers, under the name of "The Island Textile Co. Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Trans Allied Refrigeration Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1948, incorporating: Ben Bernstein, King's Counsel, Hyman Baker, advocates, and Hilda Christensen, secretary, spinster of full age of majority, all in the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal in electric refrigerators, refrigerating machinery and appliances, mechanical and electric devices, machines, engines, specialties and apparatus of all kinds, under the name of "Trans Allied Refrigeration Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vermont Sales & Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1948, incorporating: Morey Leonard Simon, dentist, Anne Simon, wife separate, as to property of Morey Leonard Simon, and duly authorized by him of these presents, and Lawrence Alvin Simon, agent, all of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of hardware goods, household wares, photographic and electrical goods,

tographiques et électriques, instruments de musique et enregistrements, jouets, jeux, nouveautés, articles de sport, valises et accessoires de voyage, cosmétiques et marchandises diverses de pharmacie, accessoires et ameublement de bureaux, instruments scientifiques, produits en cuir et en plastique, articles et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Vermont Sales & Service Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wellworth Agencies Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1948, constituant en corporation: Anton Thomas Welden, George William Noseworthy, entrepreneurs, et Henri-Paul Lemay, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et remplir les fonctions d'experts et spécialistes en décoration, peinture et éclairage et acheter, vendre et faire le commerce de fournitures et accessoires pour l'industrie et la maison, sous le nom de "Wellworth Agencies Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Zeppen-Field Studios of Canada, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1948, constituant en corporation: Gérard Landry, vendeur, Marcelle Moreau et Irène Bégin, secrétaires, tous de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des mannequins, des étalages de montres et des moules de toute sorte, sous le nom de "Zeppen-Field Studios of Canada, Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1948.

21829 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lettres patentes annulées

Avis est par les présentes donné que lors de la publication de l'avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 80, No 14, 3 avril 1948, page 1049, sous le titre "Lettres patentes annulées", la date d'incorporation de la compagnie portant le nom "A. & A. Maintenance Supply (Farnham) Inc.", doit se lire 12 septembre 1934 au lieu de 21 septembre 1934.

21829A-X Le Procureur général,
Par L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

musical instruments and recordings, toys, games, novelties, sporting goods, luggage and travelling equipment, cosmetics and drug sundries, office supplies and equipment, scientific instruments, leather and plastic products, automotive goods and accessories, under the name of "Vermont Sales & Service Inc." with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wellworth Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1948, incorporating: Anton Thomas Welden, George William Noseworthy, contractors, and Henri-Paul Lemay, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractor and to perform the functions of decorating, painting, lighting, consultant and specialists and to buy, sell and deal, industrial and home furnishing and supplies, under the name of "Wellworth Agencies Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Zeppen-Field Studios of Canada, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1948, incorporating: Gérard Landry, seller, Marcelle Moreau and Irène Bégin, secretaries, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture mannequins, window displays, molds of any kind, under the name of "Zeppen-Field Studios of Canada, Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1948.

21829-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Letters Patent Annulled

Notice is hereby given that at the time of publication of the notice, in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 80, No. 14, of April 3, 1948, on page 1049, under the title "Letters Patent Annulled", the date of incorporation of the company bearing name "A. & A. Maintenance Supply (Farnham) Inc.", should read September 12, 1934, instead of September 21, 1934.

21829A-X The Attorney General,
Per L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

ATTENDU que par la Loi des compagnies de téléphone, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 298), et par la Loi des compagnies de télégraphe, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 297), laquelle s'applique aux compagnies de téléphone, il est, entre autres choses, en substance, statué que, lorsqu'il s'agit d'obtenir des changements dans les dispositions des lettres patentes, les directeurs d'une telle compagnie, après avoir obtenu l'assentiment des deux tiers des actionnaires, présentent une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil, mentionnant les changements demandés, le but de ces changements et l'assentiment des deux tiers des actionnaires.

ATTENDU qu'il est, par les mêmes lois, en substance, statué que, sur le rapport du ministre des travaux publics, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder des lettres patentes supplémentaires modifiant les premières, lesquelles sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et prennent effet du jour de leur publication.

ATTENDU que les directeurs de "La Compagnie de Téléphone de Warwick", constituée en corporation en vertu des dispositions des articles 6246 et 6247 des Statuts refondus de Québec, 1909, le 12 mars 1914, et par lettres patentes supplémentaires en date du 5 juin 1946, ont, par leur requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de Notre province de Québec, exposé que, par un règlement adopté le 26 avril 1947, ils ont été autorisés à s'adresser au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir de nouvelles lettres patentes supplémentaires augmentant le capital de la Compagnie et modifiant certains de ses pouvoirs, et ce, de la manière prévue dans tel règlement.

ATTENDU que ce règlement a été approuvé par les deux tiers des actionnaires de la compagnie, et que les directeurs ont, par leur dite requête, demandé l'émission de lettres patentes supplémentaires pour le faire confirmer;

ET ATTENDU qu'il a été établi à la satisfaction du Lieutenant-gouverneur en conseil que ledit règlement a été dûment passé et approuvé en conformité avec les dispositions de la loi, que la requête pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires paraît opportune et faite de bonne foi, et que, par l'arrêté-en-conseil portant le numéro 281, approuvé le 4 mars 1948, il a été ordonné que des lettres patentes supplémentaires soient émises pour confirmer ledit règlement.

A CES CAUSES, en vertu desdites lois, Nous avons confirmé et, par Nos présentes lettres parentes supplémentaires, confirmons le règlement adopté par les directeurs de "La Compagnie de Téléphone de Warwick" le 26 avril 1947,

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

WHEREAS by the Telephone Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 298), and by the Telegraph Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 297), which applies to telephone companies, it is, amongst other things, enacted that whenever changes are to be made in the provisions of the letters patent, the directors of a said company, with the consent of two-thirds of the shareholders, shall present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, setting forth the changes asked for, the object of such changes and the consent of two-thirds of the shareholders.

WHEREAS it is, by the same Acts, amongst other things, enacted that, on the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant supplementary letters patent amending the first, which supplementary letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and shall take effect from the day of their publication.

WHEREAS the directors of "La Compagnie de Téléphone de Warwick", incorporated under the provisions of sections 6246 and 6247 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, on the 12th of March, 1914, and by supplementary letters patent dated the 5th of June, 1946, have, by their petition to the Lieutenant-Governor in Council of Our Province of Quebec, shown that, by a by-law adopted on the 26th of April, 1947, they were authorized to apply to the Lieutenant-Governor in Council for new supplementary letters patent increasing the capital of the Company and amending some of its powers, and such, in the manner set forth in the said by-law.

WHEREAS the said by-law was approved by the two-thirds of the shareholders of the company, and the directors have, by their said petition, requested the issue of supplementary letters patent confirming the same;

AND WHEREAS it has been established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that the said by-law was duly passed and sanctioned in conformity with the provisions of the Act, that the petition for supplementary letters patent appears reasonable and made in good faith; and that by Order in Council No. 281, approved on the 4th of March, 1948, and that it has been ordered that supplementary letters patent be issued to confirm the said by-law.

THEREFORE in virtue of the said Acts, We have confirmed and, by Our present supplementary letters patent, confirm the by-law adopted by the directors of "La Compagnie de Téléphone de Warwick" on the 26th day of April,

et approuvé par les deux tiers des actionnaires de la compagnie tel que susdit, lequel règlement le lit ainsi, savoir:

«Il est proposé par M. J.-Alcide Talbot, secondé par M. J.-Antonio Baril, et appuyé à l'unanimité que les directeurs de la Compagnie de Téléphone de Warwick présentent une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir les modifications suivantes aux Lettres Patentes de la Compagnie émises le 12ième jour de mars 1914 et amendées le 5ième jour de juin 1946 par des Lettres Patentes Supplémentaires:

1° Le Capital-actions de la Compagnie est de \$50,000,00 divisé en mille actions de \$50.00 chacune;

2° Article 5: Chaque année, le bureau de direction après la confection du compte des revenus et des dépenses de la Compagnie, prélèvera de chaque actionnaire abonné le montant qu'il jugera nécessaire et convenable;

3° Article 6: Les actions souscrites à l'avenir seront payables de la façon déterminée par les directeurs;

4° Article 10: Les directeurs de la Compagnie sur et avec l'autorisation des deux tiers des actionnaires présents à une assemblée convoquée à cette fin, par un avis écrit de dix jours, pourront acheter, vendre, donner ou prendre à loyer toutes lignes téléphoniques et ses accessoires, en tout ou en partie, vendre ou louer la totalité des biens ou le réseau téléphonique, aux conditions qu'ils jugeront convenables;

5° Toute assemblée générale ou spéciale des actionnaires de la Compagnie, sauf le cas prévu à l'article 10, pourra être convoquée par un avis public donné verbalement, à la porte de l'Eglise de St-Médard de Warwick, après l'office principal du matin, le dimanche précédent la dite assemblée; cette assemblée pourra être tenue à l'expiration du troisième jour suivant le dit avis."

Et nous déclarons par les présentes qu'à compter de la date de la publication des présentes lettres patentes supplémentaires dans la *Gazette officielle de Québec*, le capital de "La Compagnie de Téléphone de Warwick" est augmenté de \$25,000.00 à \$50,000.00 et que les pouvoirs de la compagnie sont modifiés, le tout conformément au règlement ci-haut mentionné et par les présentes confirmé.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce cinquième jour d'avril l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre Règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,
OMER COTÉ.

21866-o

1947, and approved by the two-thirds of the shareholders of the company as aforesaid, the said by-law reading as follows, to wit:

"It was moved by Mr. J.-Alcide Talbot, seconded by M. J.-Antonio Baril, and unanimously approved that the directors of "La Compagnie de Téléphone de Warwick" shall present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the following changes to be made to the letters patent of the Company issued on the 12th day of March, 1914 and amended on the 5th day of June, 1946 by supplementary letters patent:

1. The capital stock of the company is \$50,000 divided into one thousand shares of \$50 each;

2. Section 5: Every year, the board of directors, after the compiling of the statement of the revenues and expenses of the Company, will assess each shareholder subscriber for the amount deemed necessary and suitable;

3. Section 6: The subscribed shares in future will be payable in the manner determined by the directors;

4. Section 10: The directors of the Company upon and with the authorization of the two-thirds of the shareholders present at a meeting called for such purpose, upon written notice of ten days, may sell, give or take on lease any telephone lines and their accessories, in whole or in part, sell or lease the whole of the properties or telephone system, upon such conditions as it may deem suitable;

5. Any general or special meeting of the shareholders of the company, with the exception of case set forth in section 10, may be convened by a public notice given verbally, at the church door of St-Médard de Warwick, after the morning High-Mass, on the Sunday preceding the said meeting; the said meeting may be held after the third day following the said notice."

AND WE hereby declare that from and after publication of the present supplementary letters patent in the *Quebec Official Gazette*, the capital stock of "La Compagnie de Téléphone de Warwick" is increased from \$25,000 to \$50,000 and that the powers of the company are amended, the whole in conformity with the above mentioned by-law and confirmed by these presents.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.

OMER COTÉ,
Secretary of the Province.

21866

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 260548. Dame Rolande Côté, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Desputeau,

Actions for separation as to property

Canada, Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 260548. Dame Rolande Côté, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Despu-

meublier, des mêmes lieux, demanderesse, vs Arthur Desputeau, meublier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mars 1948.

Montréal, le 1er avril 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
21832-o PERRON, MICHAUD & REID.

teau, furniture dealer, of the same place, plaintiff, vs Arthur Desputeau, furniture-dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on March 23, 1948.

Montreal, April 1, 1948.

21832 PERRON, MICHAUD & REID,
Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Terrebonne Cour Supérieure, No 9791. Dame Gilberte Lapiere, d'Oka, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Félicien Gagnier, électricien, des mêmes lieux, demanderesse, vs Félicien Gagnier, électricien, d'Oka, district de Terrebonne, demandeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22ème jour de mars, 1948.

Montréal, le 30 mars 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
21833-o CARTIER, BARCELO, RIVARD,
PELLETIER & BROUILLET.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 9791. Dame Gilberte Lapiere, of Oka, district of Terrebonne, wife common as to property of Félicien Gagnier, electrician, of the same place, plaintiff, vs Félicien Gagnier, electrician, of Oka, district of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, March the 22nd, 1948.

Montreal, March 30th, 1948.

21833-o CARTIER, BARCELO, RIVARD,
PELLETIER & BROUILLET,
Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 422

Québec, le 30 mars 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 31 janvier 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2684, soit modifié de la façon suivante:

Les prix minima des services ci-après mentionnés, apparaissant au paragraphe "a" de l'article VI, sont remplacés par les suivants:

"Cheveux pour adultes des deux sexes: Les lundi, mardi, mercredi et jeudi. . . .	\$0.50
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, ainsi que les deux jours pré- cédents Noël et le Premier de l'An. . . .	0.60
Cheveux pour enfants de moins de 14 ans:	

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 422

Quebec, March 30, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, rendered obligatory by the decree number 2684 of October 9, 1941, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of January 31, 1948;

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2684, be amended as follows:

The minimum prices for the services hereafter mentioned, contained in subsection "a" of section VI, are replaced by the following:

"Haircut for adults, male and female: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	\$0.50
Friday, Saturday and holiday eves, and the two days preceding Christmas and New Year's Day.	0.60
Haircut for children under 14 years of age:	

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, ainsi que les deux jours précédents Noël et le Premier de l'An	0.50"	Friday, Saturday and holiday eves, and the two days preceding Christmas and New Year's Day	0.50"
(Document "C" annexé à l'arrêté)		(Document "C" annexed to the Order)	
	A. MORISSET,		A. Morisset,
21830-o	Greffier du Conseil Exécutif.	21830-o	Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 422

Québec, le 30 mars 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et la municipalité de Melbourne.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et la municipalité de Melbourne, rendue obligatoire par le décret numéro 2861 du 17 juillet 1946, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 février 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2861, soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"c) Cependant, le travail peut être prolongé:

i) jusqu'à 9.00 p.m. la veille d'un des jours de fête chômés énumérés à l'article V;

ii) jusqu'à 6.00 p.m. le mercredi, si l'un des jours de fête chômés énumérés à l'article V tombe un jeudi, ainsi que le mercredi de la semaine précédant la semaine de Noël;

iii) jusqu'à 10.00 p.m. les cinq (5) jours précédant la fête de Noël, le dimanche n'étant pas compris dans ces jours.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décret faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

2. L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Jours de fête chômés* a) Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, (24 juin), l'Ascension, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, le jour d'Actions de Grâce (fixé par proclamation), l'Immaculée Conception, le jour de Noël, ainsi que les 26 décembre et 2 janvier lorsque ces deux jours ne tombent pas un samedi.

b) Dans les cas où le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) ou le jour de la Confédération

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 422

Quebec, March 30, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the retail commercial establishments in the Town of Richmond and the Municipality of Melbourne.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail commercial establishments in the Town of Richmond and the Municipality of Melbourne, rendered obligatory by the decree number 2861 of July 17, 1946, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 14, 1948;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2861, be amended as follows:

1. Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"c) However, work may be continued:

i) until 9.00 p.m. the eve of holidays enumerated in section V;

ii) until 6.00 p.m. Wednesday, if one of the holidays enumerated in section V falls on Thursday, and the Wednesday of the week preceding Christmas week;

iii) until 10.00 p.m. the five (5) days preceding Christmas Day, Sunday not being included in those days.

Proviso Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revises Statutes of Quebec, 1941, chapter 175) of the decrees passed under its authority, nor of the by-laws established by competent municipalities."

2. Section V is replaced by the following:

"V. *Days kept as holidays.* a) No work shall be performed on Sundays and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, the 24th of May, Saint John the Baptist Day (June 24th), Ascension Day, Dominion Day (July 1st), Labour Day, All Saints' Day, Thanksgiving Day, (date set by proclamation), Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26th, and January 2nd when these two days do not fall on a Saturday.

b) When May 24, St. Jean Baptiste Day (June 24), or Dominion Day fall on a Sunday, the fol-

tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé."

lowing Monday is kept as a holiday."

(Document "D" annexé l'arrêté)
A. MORISSET,
21831-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "D" annexed to the Order)
A. MORISSET,
21831-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 421

Number 421

Québec, le 30 mars 1948

Quebec, March 30, 1948.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux manutenteurs de fret, navigation intérieure et côtière, dans le havre de Montréal.

CONCERNING amendments of the decree relating to freight handlers, inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), le Comité conjoint de la Navigation côtière et intérieure du Port de Montréal a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 686, du 18 mars 1943, relatif aux manutenteurs de fret, navigation intérieure et côtière, dans le havre de Montréal;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 686 of March 18, 1943, relating to freight handlers, inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 18 janvier 1947;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of January 18, 1947;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

WHEREAS one objection has been made against its approval and whereas it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 686, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 686, be amended as follows:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

1. Section IV is replaced by the following:

IV. Taux de salaires Les taux minima de salaires sont les suivants:

IV. Rates of Wages The minimum rates of wages are the following:

a) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. est rémunéré aux taux horaire de \$0.84½.

a) For work performed between the hours of 7.00 a.m., and 7.00 p.m., the rate of pay shall be \$0.84½ per hour.

b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. est rémunéré au taux horaire \$0.89½.

b) For work performed between the hours of 7.00 p.m., and 7.00 a.m., the rate of pay shall be \$0.89½ per hour.

c) Tout salarié désigné comme contremaître par l'employeur doit recevoir au moins \$0.10 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux manutenteurs de fret, et est assujéti aux mêmes conditions que les manutenteurs de fret.

c) Any employee designated as a foreman by the employer shall be paid not less than \$0.10 per hour in addition to the regular wages paid to freight handlers and shall be subject to the same conditions as freight handlers.

d) Tout salarié désigné par l'employeur comme surintendant doit recevoir au moins \$0.20 de plus, par heure que le taux de salaire régulier payé aux manutenteurs de fret et est assujéti aux mêmes conditions que les manutenteurs de fret.

d) Any employee designated as walking-boss by the employer shall be paid not less than \$0.20 per hour in addition to the regular wages paid to freight handlers and shall be subject to the same conditions as freight handlers.

e) Les paragraphes "c" et "d" du présent article ne s'appliquent pas aux salariés employés à la semaine ou au mois.

e) Subsections "c" and "d" of this section do not apply to any man employed on a weekly or monthly basis.

f) Les présentes dispositions ne doivent pas être interprétées de façon à obliger l'employeur à employer des contremaîtres et des surintendants.

f) This is not to be construed as to require the employer to employ foremen and walking-bosses.

g) Les manutenteurs de fret préposés à la conduite de machines à empiler ou de tracteurs doivent recevoir \$0.05 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux manutenteurs de fret.

g) Designated freight handlers required to operate piling machines or tractors shall be paid \$0.05 per hour in addition to the regular rate of pay of freight handlers.

h) Les manutenteurs de fret préposés à la manutention du sucre aux raffineries doivent

h) Freight handlers engaged in the handling of sugar at refineries, shall be paid an additional

recevoir \$0.01 de plus par heure, durant l'exécution de ce travail.

i) Les porteurs d'eau sont rémunérés au taux de \$0.57 l'heure et sont assujettis aux mêmes conditions que les manutentiers de fret.

L'heure utilisée par le calcul des heures de travail est l'heure officiellement reconnue dans la cité de Montréal. (l'heure normale ou avancée).

2° Les articles IVA, IX, X et XI sont abrogés.

3° Les articles XII, XIII, XIV et XV deviennent respectivement les articles IX, X, XI et XII.

4° Les deux dernières phrases du nouvel article XII sont remplacées par les suivantes : "Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit, à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de (30) jours avant le 1er mars de chaque année. Un tel avis doit être également adressé au ministre du Travail de la province de Québec."

(Document "A" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,

21860-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 421

—
Québec, le 30 mars 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil.

—
Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Syndicat catholique et national de la Construction de Saint-Jean, Qué. et un groupe prépondérant d'employeurs en construction de Saint-Jean et d'Iberville ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 329 du 20 février 1947, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 novembre 1947;

ATTENDU QUE les objections formulées contre ladite requête ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 329, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "c" suivant est ajouté à l'article I:

"c) Le présent décret ne régit pas les travaux de voirie assujettis à la Cédule des Justes Salaires du Gouvernement provincial."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

	<i>Salaires horaires</i>
<i>Métiers</i>	
Briqueteur, plâtrier, (travaux ordinaires ou d'ornementation), maçon, y compris le tailleur sur le chantier, poseur	

\$0.01 per hour while performing such work.

i) Waterboys shall be paid at the rate of \$0.57 per hour and shall be governed by the same conditions as freight handlers.

The time used for computing hours of labour shall be the time officially recognized in the city of Montreal (Eastern or Daylight Saving Time).

2. Sections IVA, IX, X and XI are deleted.

3. Sections XII, XIII, XIV and XV become respectively sections IX, X, XI and XII.

4. The last two sentences of the new section XII are replaced by the following: "It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before the 1st of March of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour of the Province of Quebec."

(Document "A" annexed to the Order.)

A. MORISSET,

21860-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 421

—
Quebec, March 30, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), "Le Syndicat catholique et national de la Construction de Saint-Jean, Qué." and a preponderant group of construction employers of St. John and Iberville have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 329 of February 20, 1947, relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from their limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 29, 1947;

WHEREAS the objections made against the said request have been considered in conformity with the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 329, be amended as follows:

1. The following subsection "c" is added to section I:

"c) The present decree does not apply to the road operations governed by the Fair Wage Schedule of the Provincial Government."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates* The following minimum wage rates shall be paid:

	<i>per hour</i>
<i>Trades</i>	
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental operations), mason including the cutter on the field, cement blocks	

de blocs de ciment, jointoyeur.....	\$1.17	layer, joint pointer	\$1.17
Finisseur de ciment.....	1.00	Cement finisher	1.00
Calfat.....	0.95	Caulker.....	0.95
Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: forme à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips", bardeaux (bois, amiante ou composition), division en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles), tout papier composition, y compris le posage de planchers en bois, d'amiantes gaufrée et l'assemblage de maisons pré-fabriquées.....	0.95	Carpenter, joiner, millwright (construction), including the following operations: concrete forms (shop or field), setting or laying of screens (wood or metal), framework, windows, weatherstrips, shingles (wood, asbestos or composition), steel furniture and partitions such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floor and corrugated asbestos layer, the erection of prefabricated houses.....	0.95
Limeur de scies.....	0.95	Saw filer.....	0.95
Gratteur, polisseur, sableur de planchers à la main ou à la machine.....	0.95	Floor scraper, polisher, sander — hand or machine.....	0.95
Poseur de lattes en bois ou en métal..	0.95	Lather — wood or metal.....	0.95
Électricien — compagnon.....	1.00	Journeyman electrician.....	1.00
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de planchers....	0.95	Painter, spraying-machine operator, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher.....	0.95
Plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie:		Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Compagnon.....	1.00	Journeyman.....	1.00
Compagnon junior.....	0.90	Junior journeyman.....	0.90
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité).....	1.00	Pipe welder (acetylene or electric).... Employee committed to the installation of oil burners.....	1.00
Poseur de brûleurs à l'huile.....	1.00	Sprinkler fitter.....	1.00
Ajusteur de gicleurs.....	1.00	Pipe insulation worker.....	1.00
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.00	Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics.....	1.00
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie	1.00	Sheet-metal worker and tinsmith-roofer (shop or field).....	1.00
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier).....	1.00	Roofer — slate, tile.....	1.06
Couvreur — ardoise, tuile.....	1.06	Roofer—Composition, gravel, sand, asphalt.....	0.85
Couvreur — composition, gravier, sable, asphalte.....	0.85	Boilerman.....	0.60
Homme de chaudière.....	0.60	Labourer, hod carrier.....	0.60
Manœuvre, porteur d'oiseau.....	0.60	Labourer (common worker).....	0.60
Journalier, ouvrier non-qualifié.....	0.60	Rigger.....	0.80
Gréeur.....	0.80	Compressor operator.....	0.85
Préposé aux compresseurs.....	0.85	Truck driver.....	0.65
Chauffeur de camion.....	0.65	Carter.....	0.60
Charretier.....	0.60	Steam mixer operator or large gasoline mixer operator.....	0.90
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline.....	0.90	Electric mixer operator or small gasoline mixer operator.....	0.60
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline.....	0.60	Reinforcing steel erector.....	0.85
Poseur d'acier d'armature.....	0.85	Cork insulation layer.....	0.80
Poseur de liège isolateur.....	0.80	Mastic floor finisher.....	0.80
Finisseur de planchers en mastic.....	0.80	Mastic floor layer.....	0.95
Poseur de planchers en mastic.....	0.95	Kettleman (flooring only).....	0.84
Préposé aux bouilloires (travail de planchers seulement).....	0.84	Asphalt, tile layer.....	0.78
Poseur de tuile, asphalte.....	0.78	Fireman (construction).....	0.60
Chauffeur (construction).....	0.60	Terrazzo layer.....	1.06
Poseur de terrazzo.....	1.06	Tarrazzo polishing machine operator:	
Préposé aux machines à polir le terrazzo: machine à sec.....	0.95	Dry polishing.....	0.95
Préposé aux machines à polir le terrazzo: machine à l'eau.....	0.76	Water polishing.....	0.76
Poseur de marbre.....	1.17	Marble layer.....	1.17
Poseur de tuile.....	1.06	Tile layer.....	1.06
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	0.75	Stationary or portable engine man.....	0.75
Conducteur de monte-charges.....	0.60	Freight elevator operator.....	0.60
Foreur et poudrier.....	0.80	Drill and powder man.....	0.80
Machiniste.....	0.80	Machinist.....	0.80
Forgeron sur le chantier.....	0.80	Blacksmith on job.....	0.80
Préposé aux grues.....	1.00	Crane operator.....	1.00
Préposé aux pelles mécaniques.....	0.90	Shovel operator.....	0.90
Conducteur de tracteur.....	0.70	Tractor operator.....	0.70
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence).....	0.70	Roller operator (steam or gasoline)....	0.70
Conducteur de "Bulldozer".....	0.70	Bulldozer operator.....	0.70

Conducteur de niveleuse	0.70	Grader operator.	0.70
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
Vérificateur de matériel et pointeur . . .	\$30.50	Material checker and time-keeper	\$30.50
	<i>Salaires</i>		<i>per hour</i>
	<i>horaires</i>		
cha llant employé également comme uffeur et devant posséder un cer- tificat de 4e classe (sans limite de la durée journalière de travail), maxi- mum hebdomadaire 72 heures	0.78	Wachman, employed also as fireman and required to hold a 4th class certifi- cate (without limitation of the daily hours of work—weekly maximum of 72 hours)	0.78
Gardien sur le chantier (nuit et jour, sans limite de la durée journalière de travail), maximum hebdomadaire 72 heures	0.40	Watchman on job (night and day, with- out limitation of the daily hours of work, weekly maximum of 72 hours)	0.40
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ième classe	0.78	Boiler fireman, required to hold a 4th class certificate	0.78
Porteur d'eau	0.60	Water carrier	0.60
Ratisseur d'asphalte	0.70	Asphalt raker	0.70

Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	0.65	Men committed to the ramming, smoo- thing and spreading of asphalt.	0.65
Préposé à la canalisation, mateur et sou- deur	0.65"	Men committed to the piping, caulkers and welders	0.65"

3° Le paragraphe "k" de l'article XII est
remplacé par le suivant:
"k. Les taux de salaires minima suivants doit-
ent être payés aux apprentis des métiers ci-après
mentionnés:

1) Plombier, poseur d'appareils de chauffage,
mécanicien en tuyauterie, ouvrier-tôlier, char-
pentier-menuisier, électricien et ferblantier-cou-
vreur:

1ère année	0.60	1st year	\$0.60
2ième année	0.65	2nd year	0.65
3ième année	0.70	3rd year	0.70
4ième année	0.80	4th year	0.80

2) Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tap-
pissier:

1ère année	0.60	1st year	0.60
2ième année	0.65	2nd year	0.65
3ième année	0.70	3rd year	0.70
4ième année	0.80	4th year	0.80

3) Briqueteur, maçon, plâtrier:

1ère année	0.77	1st year	0.77
2ième année	0.82	2nd year	0.82
3ième année	0.87	3rd year	0.87
4ième année	1.02	4th year	1.02

4) Poseur de brûleurs à l'huile:

1ère année	0.65	1st year	0.65
2ième année	0.75"	2nd year	0.75"

4° Les mots "et de routes" apparaissant au
paragraphe "a" de l'article I sont radiés.
5° Le mot "routes" apparaissant deux fois
dans le paragraphe "e" de l'article VI est rem-
placé par le mot "rues".

(Document "B" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
21861-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "B" annexed to the order)
A. MORISSET,
21861-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Numéro 421
Québec, le 30 mars 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.
Section "D"

Number 421
Québec, March 30, 1948.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.
Part "D"

CONCERNANT des modifications au décret rela-
tif aux métiers du bâtiment dans les comtés
de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomp-
tion.

CONCERNING amendments of the decree relat-
ing to the building trades in the counties of Jo-
liette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

ATTENDU que conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts
refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-
ments), les parties contractantes à la conven-

WHEREAS, pursuant to the provisions of the
Collective Agreement Act (Revised Statutes of
Québec 1941, chapter 163 and amendments),
the contracting parties to the collective labour

tion collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret 1407, du 3 avril 1940, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 février 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1407, soit modifié de la façon suivante:

1° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article I est remplacé par le suivant:

"La juridiction industrielle du présent décret comprend tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien et démolition des immeubles, aqueducs, égouts, quais, tunnels, ponts, ponceaux, murs et soutènement, aéroports, terrain d'atterrissage, nivellement et terrassement, installation électrique, systèmes de réfrigération, de plomberie et de chauffage, battage de pieux, bois ou ciment, trottoirs en ciment, tout travail de voirie, asphalte et tout autre travail de semblable nature."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article I:

"Le présent décret ne régit pas les travaux de voirie assujettis à la Cédule des Justes Salaires du Gouvernement provincial."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

agreement relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 21, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

That the said decree, number 1407, be amended as follows:

1. The first paragraph of subsection "a" of section I is replaced by the following:

"The industrial jurisdiction of the present decree includes all works pertaining to the construction, installation, rebuilding, repair, maintenance and demolishing of public buildings, roads, aqueducts, sewers, wharves, canals, tunnels, bridges culverts, retaining walks, airports, landing fields, levelling and embankment grounds, electrical installations, refrigeration, plumbing and heating systems pile driving (wood or cement), cement sidewalks, road or asphalt operations and any other similar work."

2. The following paragraph is added to subsection "a" of section I:

"The present decree does not apply to the road operations regulated by the Fair Wage Schedule of the Provincial Government."

3. Section III is replaced by the following:

"III. *Rates of wages:* The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers:	Salaires horaires		Trades:	Hourly rates	
	Zones			Zones	
	I	II		I	II
Ajusteur de gicleur	\$1.00	\$1.00	Sprinkler fitter	\$1.00	\$1.00
Briqueteur, poseur de blocs et terra-cotta et jointoyeur	1.00	1.00	Bricklayer, block and Terra-cotta layer and joint pointer	1.00	1.00
apprenti: 1ère année	0.65	0.65	Apprentice: 1st year	0.65	0.65
2ème année	0.75	0.75	2nd year	0.75	0.75
3ème année	0.85	0.85	3rd year	0.85	0.85
Brasseur de mortier	0.80	0.75	Mortar mixer	0.80	0.75
Brasseur de célanite	0.80	0.75	Celanite mixer	0.80	0.75
Charpentier et Menuisier	1.00	0.90	Carpenter and joiner (journeyman)	1.00	0.90
apprenti: 1ère année	0.55	0.50	Apprentice: 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.70	0.65	3rd year	0.70	0.65
4ème année	0.80	0.75	4th year	0.80	0.75
Calfat	0.80	0.75	Caulker	0.80	0.75
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie	1.00	0.90	Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics	1.00	0.90
Couvreur-ardoise, tuile	1.00	0.90	Roofer — slate, tile	1.00	0.90
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte	1.00	0.90	Roofer — composition, gravel, sand, asphalt	1.00	0.90
Chauffeur de camion	0.80	0.70	Truck driver	0.80	0.70
Charretier	0.75	0.70	Carter	0.75	0.70
Chauffeur (construction)	0.90	0.85	Fireman (construction)	0.90	0.85
Conducteur de monte-charge	0.75	0.75	Freight elevator operator	0.75	0.75
Conducteur de tracteur	0.95	0.95	Tractor operator	0.95	0.95
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	0.90	0.90	Roller operator (steam or gasoline)	0.90	0.90
Conducteur de "Bull-dozer"	0.90	0.90	Bulldozer operator	0.90	0.90
Conducteur de niveleuse	0.90	0.90	Grader operator	0.90	0.90
Electricien	1.05	1.00	Electrician	1.05	1.00
apprenti: 1ère année	0.55	0.50	Apprentice: 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.70	0.60	3rd year	0.70	0.60
4ème année	0.80	0.75	4th year	0.80	0.75

Ferblantier, couvreur, ouvrier-tolier, boutique ou chantier	1.00	0.95	Tinsmith, roofer (journeyman), sheet-metal worker shop or job	1.00	0.95
apprenti: 1ère année	0.50	0.45	Apprentice: 1st year	0.50	0.45
2ème année	0.60	0.50	2nd year	0.60	0.50
3ème année	0.70	0.65	3rd year	0.70	0.65
Finisseur de ciment	0.95	0.90	Cement finisher	0.95	0.90
Finisseur de planchers en mastic	0.95	0.90	Mastic floor finisher	0.95	0.90
Foreur et poudrier	0.95	0.90	Drill operator and powder man	0.95	0.90
Forgeron sur chantier	0.95	0.90	Blacksmith on job	0.95	0.90
Journaiier (ouvrier non qualifié)	0.70	0.65	Labourer (common worker)	0.70	0.65
Homme de chaudière (boiler man)	0.70	0.65	Boilerman	0.70	0.65
Gratteur, polisseur et sableur de plancher	1.00	0.90	Floor scraping, polishing and sanding employees	1.00	0.90
Gréeur (à la main ou à la machine)	1.00	0.90	Rigger (hand or machine)	1.00	0.90
Limeur de scie	1.00	0.95	Saw filer	1.00	0.95
Lettreur pour fins commerciales	1.10	1.10	Commercial letterer	1.10	1.10
apprenti: 1ère année	0.60	0.60	Apprentice: 1st year	0.60	0.60
2ème année	0.65	0.65	2nd year	0.65	0.65
3ème année	0.80	0.80	3rd year	0.80	0.80
4ème année	0.90	0.90	4th year	0.90	0.90
Manœuvre, porteur de brique, bloc, mortier, terra-cotta que ce soit à l'oiseau, à la brouette, ou à la chaudière	0.80	0.75	Labourer, brick, block, mortar and terra-cotta carrier with hod, wheelbarrow or pail	0.80	0.75
Mécanicien (millwright)	1.00	0.90	Millwright	1.00	0.90
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.00	0.90	Pipe insulation mechanic	1.00	0.90
Mécanicien de machine fixe ou mobile	0.80	0.75	Stationary or portable engine-man	0.80	0.75
Machiniste	0.80	0.75	Machinist	0.80	0.75
Peintre doreur	1.00	0.90	Painter-gilder	1.00	0.90
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de plancher	0.85	0.75	Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	0.85	0.75
apprenti: 1ère année	0.55	0.50	Apprentice: 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.65	0.60	3rd year	0.65	0.60
4ème année	0.75	0.70	4th year	0.75	0.70
Plâtrier	1.00	1.00	Plasterer	1.00	1.00
apprenti: 1ère année	0.60	0.60	Apprentice: 1st year	0.60	0.60
2ème année	0.70	0.70	2nd year	0.70	0.70
3ème année	0.80	0.80	3rd year	0.80	0.80
Préposés aux sonnettes (bois ou béton)	0.95	0.85	Pile driver operator (wood of concrete)	0.95	0.85
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleur à l'huile	1.00	0.95	Plumber, steamfitter, pipe mechanic, oil burner mechanic	1.00	0.95
apprenti: 1ère année	0.50	0.45	Apprentice: 1st year	0.50	0.45
2ème année	0.60	0.50	2nd year	0.60	0.50
3ème année	0.70	0.60	3rd year	0.70	0.60
Préposé aux compresseurs	0.90	0.85	Compressor operator	0.90	0.85
Poseur de lattes en métal ou de composition	0.95	0.95	Lather, metal or composition	0.95	0.95
Poseur de lattes en bois	0.85	0.80	Lather, wood	0.85	0.80
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou à gazoline	0.90	0.80	Steam or gasoline mixer operator	0.90	0.80
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline	0.80	0.70	Electric or small gasoline mixer operator	0.80	0.70
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	0.80	0.70	Kettle man (flooring only)	0.80	0.70
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à sec)	0.90	0.80	Terrazzo polishing machine operator (dry)	0.90	0.80
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau)	0.90	0.80	Terrazzo polishing machine operator (wet)	0.90	0.80
Préposé aux grues	0.90	0.80	Craue operator	0.90	0.80
Préposé aux pelles mécaniques	1.05	0.95	Power shovel operator	1.05	0.95
Poseur d'acier d'armature	0.95	0.95	Reinforcing steel erector	0.95	0.95
Poseur de liège (isolement)	1.00	0.90	Cork setter (insulation)	1.00	0.90
Poseur de planchers en mastic	1.00	0.90	Mastic floor layer	1.00	0.90
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo	1.00	0.90	Tile, asphalt and terrazzo layer	1.00	0.90
Poseur de marbre	1.00	0.90	Marble layer	1.00	0.90
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.00	0.90	Pipe welder (acetylene or electricity)	1.00	0.90

Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4ème classe (sans limite de la durée journalière de travail) maximum hebdomadaire 72 heures.	0.78	0.68	Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work), weekly maximum: 72 hours.	0.78	0.68
Gardien sur le chantier, nuit et jour (sans limite de la durée quotidienne de travail) maximum hebdomadaire 72 heures.	0.50	0.50	Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work), weekly maximum: 72 hours.	0.50	0.50
Chauffeur de bouilloires devant posséder un certificat de 4ème classe.	0.78	0.68	Boiler fireman required to hold a 4th class certificate.	0.78	0.68
Porteur d'eau.	0.60	0.50	Water carrier.	0.60	0.50
Ratisseur d'asphalte.	0.70	0.60	Asphalt raker.	0.70	0.60
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte.	0.70	0.60	Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt.	0.70	0.60
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur.	0.70	0.60	Men committed to the piping, caulking and welding.	0.70	0.60
Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de \$0.10 par heure de plus que le salaire établi pour le métier, quand il y a trois (3) hommes ou plus".			Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid \$0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."		

4° Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV, est remplacé par le suivant:

"Cependant, du 1er avril au 31 octobre, la journée de travail est de neuf (9) heures les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, et de trois (3) heures le samedi. Toutefois, dans le cas des travaux de voirie, la journée de travail peut être de dix (10) heures et la semaine de soixante (60) heures à cause de la nature saisonnière de tels travaux".

5° Dans le troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV, les mots "Du mois de mai au trente (30) septembre" sont remplacés par les mots "Du premier avril au trente-et-un (31) octobre".

6° Le premier alinéa du paragraphe "e" de l'article X est remplacé par le suivant:

"Pour les métiers de briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier et peintre, il n'y aura qu'un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de quatre (4)."

7° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XII:

"Dans les cas de doute ou d'ambiguïté dans l'interprétation du présent décret, la version française prévaut."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

21862-o Greffier du Conseil Exécutif.

4. The second paragraph of subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"However, from April 1 to October 31, the work day shall consist of nine (9) hours for the first five (5) working days of the week, and of three (3) hours on Saturday. However, in the case of road works, the work day may be one of ten (10) hours and the work week, of sixty (60) hours on account of the seasonal nature of such operations."

5. In the third paragraph of subsection "a" of section IV, the words "From the month of May to September 30" are replaced by the words "From April 1 to October 31".

6. The first paragraph of subsection "e" of section X is replaced by the following:

"For the trades of bricklayer, mason, plasterer, carpenter-joiner and painter, there shall be but one (1) apprentice for each four (4) journeymen or fraction thereof."

7. The following paragraph is added to section XII:

"In case of doubt or ambiguity in the interpretation of the present decree, the French version shall prevail."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

21862-o Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 484

Number 484

Québec, le 7 avril 1948.

Quebec, April 7, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la Lithographie dans la province de Québec.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the lithographing industry in the Province of Quebec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"Canadian Lithographers' Association", association incorporée de maîtres-lithographes et d'associés.

Et, D'AUTRE PART:

"Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, Montréal", association non incorporée de salariés lithographes, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 février 1948;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies, en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi de la convention collective (Statuts relatifs de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 février 1948.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du présent décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "compagnon" désigne toute personne qui a complété les années d'apprentissage requises dans la branche du métier où elle a été employée.

b) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend son métier. Le nombre d'années d'apprentissage est tel que mentionné au paragraphe 1 de l'article X du présent décret. Un apprenti doit travailler à temps complet dans le département où il fait son apprentissage.

c) Les mots "margeur" ou "préposé au margeur automatique" désignent toute personne qui marge à la main ou qui voit au fonctionnement du mécanisme alimentant les presses lithographiques.

d) Le mot "opérateur" désigne toute personne, avec peu ou pas d'expérience, temporairement autorisée par le Comité Paritaire, conformément aux dispositions de l'article XVII du présent décret, à remplir la position d'un compagnon lorsqu'aucun compagnon n'est disponible.

e) Les mots "aide sur presse lithographique" désignent toute personne qui est membre d'une équipe de salariés préposés au fonctionnement des presses, autres que le pressier, le margeur ou le préposé au margeur automatique, l'opérateur, l'apprenti, qui est qualifiée pour agir comme auxiliaire des compagnons lithographes dans tout travail qui a directement rapport aux procédés lithographiques.

f) Aucun salarié ne doit faire du travail lithographique à moins qu'il ne soit contremaître, compagnon, apprenti, margeur, préposé au margeur automatique, "opérateur", en aide sur presses lithographiques.

II. *Jurisdiction professionnelle*: a) Le présent décret régit toutes les personnes employées à la

ON THE ONE PART:

Canadian Lithographers' Association, an incorporated association of master lithographers and associates,

And, ON THE OTHER PART:

Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, Montreal, an unincorporated association of lithographic employees, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 28, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the industry concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection has been made against the said request and whereas it has been submitted to the consideration of the contracting parties;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of section 6 of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 28, 1948.

I. *Definitions*: For the purpose of enforcement of the present decree the following words have the significance hereinafter given to them:

a) The word "journeyman" means any person who has completed the term of years of apprenticeship required in the branch of the trade in which he has been engaged.

b) The word "apprentice" means any person who is learning his trade. The number of years of his apprenticeship shall be as set forth in Section X, subsection 1 herein. An apprentice must be engaged full time in the department in which he is apprenticed.

c) The words "feeder" or "feeder operator" mean any person who manually feeds stock to lithographic presses or who tends the paper-feeding mechanism of lithographic presses.

d) The word "operator" means any untrained or partially trained person temporarily authorized by the Parity Committee, in accordance with the provisions of Article XVII herein, to fill the position of a journeyman when no journeyman is available.

e) The words "lithographic press helper" mean any employee who is a member of the press crew (other than the pressman, feeder or feeder operator, the operator, or the apprentice) who is qualified to render assistance to lithographic journeymen in work directly connected with lithographic processes.

f) No employee shall be permitted to do any lithographic work unless he is a foreman, journeyman, apprentice, feeder, feeder operator, "operator" or lithographic press helper.

II. *Professional jurisdiction*: a) This decree governs all persons engaged in the processes of

production de travaux lithographiques au moyen des procédés lithographiques, planographique, photolithographique, ou gélatineux, et ce, soit par procédé direct ou par "offset", soit dans un établissement spécialisé, privé, industriel, commercial, de photogravure, financier, d'assurance ou tout établissement, et soit qu'une telle production constitue le commerce principal de l'établissement ou qu'elle fasse l'objet d'un travail secondaire pour l'établissement.

i) Pour les fins d'application du présent décret, les départements suivants sont considérés comme des branches distinctes du métier:

1. Département des Artistes.
2. Département du Camera.
3. Département de la préparation des plaques.
4. Département des presses.

ii. Les dispositions qui déterminent le rapport entre le nombre des compagnons et celui des apprentis sont stipulées à l'article X du présent décret et s'appliquent à chacun des départements.

iii. Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent à titre de contractants tout travail régi par le présent décret qui habituellement est exécuté par des salariés, cette ou ces personnes doivent être considérées comme étant elles-mêmes des salariés et sont en conséquence assujetties aux dispositions du présent décret de la même manière et au même degré que lesdits salariés.

b) Le présent décret ne régit pas:

i. Les chefs de bureau, les commis, les vendeurs, les préposés à l'entretien des bâtiments, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les chauffeurs et autres salariés qui ne travaillent pas à la production de travaux lithographiques tels que définis au paragraphe "a" du présent article.

ii. Les salariés des départements de reliure et de finition, tels les coupeurs, les relieurs et les finisseurs.

iii. Les opérateurs de machines à multicopier dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production, au moyen de plaques planographiques ou lithographiques, d'imitations de travaux dactylographiés en caractères "pica" ou "élite", pourvu que cette production ne soit destinée qu'à leur usage exclusif et ne soit pas vendue.

iv. Les opérateurs de machines à multicopier dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la surimpression, au moyen de plaques planographiques ou lithographiques, d'ouvrages déjà imprimés ou lithographiés dans des ateliers commerciaux d'imprimerie ou de lithographie, pourvu que cette surimpression ne soit destinée qu'à leur usage exclusif et ne soit pas vendue.

III. *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret s'étend à toute la province de Québec.

IV. *Durée du travail:* a) La semaine de travail est de quarante (40) heures, divisée en périodes régulières de jour ou de nuit n'excédant pas huit (8) heures par période.

b) Les heures de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 5.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

c) Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour.

d) La cédule des heures régulières, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être affichée bien en vue dans chaque établissement. Les employeurs doivent, avant le

production of lithography by lithographic, planographic, photo-lithographic or gelatine processes, whether direct or offset, and whether in trade plants, private, industrial, commercial, photo-engraving, financial, insurance, or any other establishments, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

i) For the purpose of this decree, the following departments shall be deemed to be separate branches of the trade:

1. Art
2. Camera
3. Plate-making
4. Press

ii) The provisions covering the proportion between the number of journeymen and that of apprentices shall be as specified in Section X herein and shall apply to each department.

iii) In all cases where one or more persons, individually or in partnership, perform as contractors any work covered by this decree and ordinarily performed by employees, all such persons shall be deemed to be employees and shall be subject to the provisions of this decree in the same manner and to the same extent as such employees.

b) The present decree does not apply to:

i) Office executives and clerks, salesmen, building maintenance men, elevator operators, cleaners, shippers, chauffeurs, and other employees not actually engaged in the processes of production of lithography as set forth in subsection "a" of this section.

ii) Employees in the bindery and finishing departments, such as cutters, binders and finishers.

iii) Operators on multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for the production of facsimile typewritten matter by means of planographic or lithographic plates in pica or elite type faces only and provided such production is for their sole use and not for sale to others.

iv) Operators on multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for overprinting (by means of planographic or lithographic plates) matter or material which has already been printed or lithographed by commercial printing or lithographing establishments and provided that such overprinting is for their sole use and not for sale to others.

III. *Territorial jurisdiction* The territorial jurisdiction of the present decree shall include the entire Province of Quebec.

IV. *Duration of Labour* a) The work week shall be 40 hours, divided into regular day or night shifts not exceeding eight (8) hours per shift.

b) For the day shift, the hours of labour shall be between 7.00 a.m. and 5.30 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays.

c) For the night shifts, the hours of labour shall be between the quitting and starting time of the day shift.

d) The schedule of regular hours of labour of both the day and the night shifts shall be posted in a conspicuous place in every establishment, and employers must notify the Paity Committee

1er mai de chaque année transmettre au Comité Paritaire la cédule des heures de travail adoptée dans leur établissement et soumettre au Comité Paritaire toute modification apportée à ladite cédule.

V. *Travail supplémentaire*: a) Le travail supplémentaire est permis lorsque nécessaire.

b) Les heures de travail exécutées chaque jour soit avant ou après la cédule des heures régulières où commence ou prend fin le travail de chaque équipe dans chaque établissement, et qui forment la semaine régulière de travail sont considérées comme travail supplémentaire.

c) Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de taux et demi de salaire pour les trois (3) premières heures chaque jour, et de taux double de salaire pour les heures subséquentes.

d) Tout travail fait les samedis et dimanche doit être rémunéré à raison de taux double de salaire; mais là où la cédule des heures régulières de travail pour les équipes de nuit prévoit du travail pour le samedi, ce travail est alors rémunéré aux taux réguliers des salariés de l'équipe de nuit.

e) Tout travail exécuté les jours de fête chômés doit être rémunéré à taux double de salaire, auquel doit être ajouté le salaire prévu à l'article VI du présent décret pour les jours de fêtes chômés.

f) Pour les fins du présent article, les jours de fête chômés sont les suivants:

i) *Dans les ateliers anglais*: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la Fête de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, le Jour d'Action de Grâce et le Jour de Noël.

ii) *Dans les ateliers français*: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël.

iii) Lorsque le 24 mai et la Fête de la Confédération tombent le mardi ou le mercredi, ces fêtes peuvent être observées le lundi précédent; lorsque ces fêtes tombent le jeudi, elles peuvent être observées le vendredi suivant. L'application de cette disposition est laissée à la discrétion de l'employeur.

iv) Les employeurs doivent choisir l'un des deux groupes ci-haut mentionnés de jours fériés et faire connaître leur choix par écrit au Comité Paritaire avant le 1er mai de chaque année.

g) Le travail supplémentaire doit être calculé pour chaque journée de travail telle qu'établie dans l'établissement, et ce, tant pour le travail supplémentaire fait par les membres de l'équipe de jour que par ceux des équipes de nuit, lors même que le nombre d'heures qui constitue la semaine régulière de travail établie par le présent décret a ou n'a pas été complété. Un avis d'au moins 24 heures doit, en autant que possible, être donné aux salariés appelés à faire du travail supplémentaire.

h) Le travail supplémentaire, tant des salariés de l'équipe de jour que de ceux des équipes de nuit, est calculé sur la base des taux horaires qui leur sont payés, compte tenu de l'équipe dont ils font partie. Exemple:

i) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et le taux pour travail supplémentaire des équipes de nuit doit être établi en tenant compte dudit quinze pour cent (15%).

ii) Lorsque dans un atelier, on emploie plus d'une équipe, une seule de ces équipes est considérée comme équipe de jour et toute équipe ad-

of the schedule of regular hours they have adopted before the first of May of each year, and any change therefrom shall be submitted to the Parity Committee.

V. *Overtime*: a) Overtime may be worked when necessary.

b) All time worked each day either before or after the regular starting or quitting time in each shift established in each shop to cover the regular work week shall be considered as overtime.

c) Overtime shall be paid for at the rate of time and a half for the first three hours of overtime worked in each day and at the rate of double time thereafter.

d) All work done on Saturdays and Sundays shall be paid for at the rate of double time, except when regular scheduled hours for night shifts include Saturday work, in which case it will be paid for at the regular night shift rates.

e) All work performed on plant holidays shall be paid for at double time rates plus plant holiday allowance where applicable. (see Section VI).

f) For the purpose of this Section, plant holidays are as follows:

i) *In English plants*: New Year's Day, Good Friday, May 24, St. John Baptist, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

ii) *In French plants*: New Year's Day, Epiphany, Ascension, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

iii) Should May 24, and/or Dominion Day fall on a Tuesday or Wednesday, either or both holidays may be observed on the preceding Monday, or if either or both holidays fall on a Thursday, either or both holidays may be observed on the following Friday, at the discretion of the employer.

iv) All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants, and must notify the Parity Committee in writing before the 1st of May of each year, of which group they desire to observe.

g) Overtime must be established each day on the basis of each regular day or night shift in each shop, regardless of whether the regular hours per week provided by this decree have been worked or not. Whenever possible, at least 24 hours' notice of overtime shall be given to employees.

h) Overtime for employees on any shift shall be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid to them for the shift on which they are actually working. For example:

i) Employees working on a night shift are to be paid fifteen per cent (15%) higher than the day rate and the overtime rate for the night shift is to be computed on the fifteen per cent (15%) higher rate.

ii) When more than one shift is operated, only one of these shifts shall be deemed to be the day shift and any additional shift or shifts shall be

ditionnelle est considérée comme équipe de nuit.

VI. *Jours de fête chômés*: Pour l'année 1948, tous les jours de fête chômés, qui sont énumérés au paragraphe "f" de l'article V, sont payés aux taux des heures régulières de travail, et ce pour la perte totale de temps ouvrable occasionnée par l'observance de ces jours de fête chômés.

Pour les salariés des équipes de nuit, les jours de fête chômés commencent dans la soirée de la fête elle-même pour se poursuivre dans la journée suivante.

Pour avoir droit à la rémunération ci-haut prévue pour les jours de fête chômés, un salarié à moins qu'il ne soit malade ou excusé par l'employeur doit travailler ou être prêt à travailler les quatre jours réguliers de travail de la semaine où survient le jour de fête chômé.

VII. Les salariés qui dans le cours d'une même journée travaillent à différentes catégories d'ouvrage sont rémunérés pour le nombre d'heures de travail consacrées à chacune de ces catégories aux taux établis par ces catégories respectives. Cependant aucune réduction ne peut être faite sur le taux horaire de salaire régulier d'un salarié qui, au cours d'une même journée, a travaillé à une catégorie d'ouvrage pour laquelle un taux horaire inférieur est établi dans la présente convention.

VIII. Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés, sujets aux dispositions du paragraphe "a" de l'article II du présent décret, viennent à être utilisés au cours de la durée dudit décret, la cédule des taux horaires de salaires et les conditions qui régiront ces nouvelles machines et ces nouveaux procédés seront déterminées par le Comité Paritaire. Il peut y avoir appel au Ministre du Travail dont la décision est finale.

IX. Un compagnon pressier, un apprenti pressier ou un "opérateur" dûment autorisé doit être employé sur toute presse en opération des groupes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et un margeur ou préposé au margeur automatique doit au surplus être employé sur toute presse des groupes 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sauf tel que ci-après prévu.

X. *Apprentis*:

1. La durée de l'apprentissage est comme suit:
 - Département des presses. 4 ans
 - Département des artistes. 5 ans
 - Département du camera. 5 ans
 - Département de la préparation des plaques. 5 ans

2. Le nombre d'apprentis alloué pour chaque département est le suivant:

a) Pour 3 compagnons (employés régulièrement comme tels): un apprenti.

Pour chaque groupe de 4 compagnons additionnels (employés régulièrement comme tels) 1 apprenti.

b) Tous les départements peuvent être réunis mais la proportion ci-dessus indiquée entre le nombre d'apprentis et le nombre de compagnons doit être maintenue. Cependant, on ne peut employer plus d'un (1) apprenti dans aucun département qui compte moins de sept (7) compagnons.

3. Dans le département des presses un apprenti doit avoir travaillé comme margeur avant de prendre charge d'une presse. Son apprentissage commence à la date où il prend charge d'une presse.

4. Les taux horaires minima de salaires pour les apprentis s'établissent de façon suivante:

a) *Département des presses*:

Dès qu'un apprenti prend charge d'une presse, il doit recevoir un taux horaire de salaire majoré du neuvième (1/9) de la différence entre le taux horaire de salaire qu'il touchait comme margeur

deemed to be a night shift or shifts.

VI. *Plant Holidays*: During 1948 all plant holidays as set out in Section V (f) will be observed by paying employees at regular wage rates for any time lost by the observance of such plant holidays.

For the night shift workers the shift commencing on the Plant Holiday and continuing into the next day will be designated as the plant holiday shift.

To qualify for the plant holiday benefit aforesaid, an employee, unless ill or excused by management must work or stand ready to work the four regular working days of the calendar week in which the holiday occurs.

VII. Employees working at more than one class of work at any time during any work day shall be paid at the rate being paid to the classes upon which they have worked for the period they work. However, no reduction shall be made to the regular hourly rate paid to any employees who may be employed, at any time during any day, on any class having a lower rate in the present decree.

VIII. Should any new equipment or processes, within the meaning of Section II, subsection "a", come into use during the lifetime of this decree, the wage scales and conditions governing such equipment or processes shall be determined by the Parity Committee. There may be an appeal to the Minister of Labour whose decision is final.

IX. Each press operated in Groups 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 must be attended by a journeyman pressman, a press apprentice or an authorized operator and each press operated in Groups 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 must also have a feeder or feeder operator in attendance, except as herein-after provided.

X. *Apprentices*: 1) Apprenticeship periods are as follows:

- Press Room 4 years
- Art Department 5 years
- Camera Department 5 years
- Plate Making Department 5 years

2) The maximum number of apprentices allowed in each Department shall be as follows:

a) For 3 journeymen (regularly employed as such): 1 apprentice

For each additional 4 journeymen (regularly employed as such): 1 apprentice

b) All departments may be combined but the above ratio of apprentices to journeymen must be maintained. However, not more than one (1) apprentice may be employed in any department with less than seven journeymen.

3) In the press department, an apprentice must serve as feeder before taking charge of a press. His apprenticeship commences only from the time he takes charge of a press.

4. Minimum apprenticeship rates are as follows:

a) *Press Department*: Immediately after an apprentice takes charge of a press his wage rate shall be increased by one-ninth (1/9) of the difference between his feeder's rate and the journeyman pressman's rate for that press. His rate

et le taux horaire de salaire fixé pour le compagnon pressier de ce groupe de presses. Son taux horaire de salaire durant son terme d'apprentissage, doit être majoré tous les six (6) mois d'un neuvième (1/9) de la différence entre le taux horaire de salaire qu'il touchait comme margeur et le taux horaire de salaire fixé pour le compagnon pressier de ce groupe de presses.

b) *Départements autres que celui des presses:* — Pour tous les salariés engagés comme apprentis, le taux horaire initial de salaire est de \$0.56, avec majoration tous les six (6) mois d'un dixième (1/10) de la différence entre ce taux horaire initial et le taux horaire de salaire fixé pour les compagnons.

5. Les noms de tous les apprentis employés lors de l'entrée en vigueur du présent décret doivent dans les 30 jours suivants être rapportés au Comité Paritaire; les noms de tous les apprentis qui seront embauchés au cours de la durée du décret doivent être rapportés au Comité Paritaire dans les trente (30) jours qui suivent leur embauchage.

Des rapports périodiques sur les progrès de ces apprentis doivent être adressés au Comité Paritaire à des intervalles de six (6) mois. Le premier de ces rapports doit, dans le cas des apprentis présentement embauchés, être remis au Comité Paritaire dans le courant du premier mois qui suit l'entrée en vigueur du présent décret; quant aux nouveaux apprentis, le premier de ces rapports doit être remis dans les trente jours (30) jours qui suivent leur embauchage.

XI. *Vacances payées:* a) i) Tout salarié a droit à des vacances payées entre le 1er mai et le 30 septembre ou à un montant de salaire pour tenir lieu de vacances tel que stipulé au paragraphe "f" du présent article, le tout établi sur la base d'une journée complète pour chaque 25 jours de travail, compte tenu des absences occasionnées par la maladie ou autorisées pour cause. En conséquence, un salarié qui a travaillé régulièrement durant une année ou plus à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret a droit à deux semaines de vacances avec paie entre le 1er mai et le 30 septembre.

ii) Pour avoir droit à des vacances payées, un salarié doit avoir été au service du même employeur de façon ininterrompue durant au moins un an.

b) La période de service d'un salarié est établie à compter du 30 juin de chaque année et toute allocation de vacance est calculée sur la base de la durée du service du salarié pour la période des 12 mois qui commence le 1er juillet de chaque année et qui se termine le 30 juin de l'année suivante.

c) Les vacances doivent être accordées, autant que possible, à la date qui convient le mieux au salarié, mais afin que l'employeur puisse assurer le bon fonctionnement de son établissement le droit lui est réservé de fixer définitivement la date des vacances.

d) Si un jour de fête mentionné au paragraphe "f" de l'article V du présent décret survient au cours des vacances d'un salarié et que ce jour de fête coïncide avec un jour de travail, ce salarié a alors droit à une journée additionnelle de vacances avec paie.

e) Lorsqu'un salarié a été au service du même employeur de façon ininterrompue durant au moins un an, l'employeur doit lui accorder ses vacances. Il ne saurait lui être versé l'équivalent en argent pour tenir lieu de vacances, exception faite du cas prévu au paragraphe "f" suivant.

during the term of press apprenticeship shall be increased each six months by one-ninth (1/9) of the difference between the wages he received as feeder and the journeyman pressman's rate for size of press operated.

b) *Departments other than Press:* For any employees engaged as apprentices, the minimum starting rate shall be \$0.56 with increases every six months on the basis of one-tenth (1/10) of the difference between the appropriate journeyman rate and the starting rate.

5. The names of all apprentices employed at the date this decree comes into force must be reported to the Parity Committee within 30 days thereafter; the names of all apprentices hired after the coming into force of this decree and during its continuance must be reported to the Parity Committee within 30 days of the date of commencement of their employment. Periodical reports on the progress and development of all such apprentices must be made to the Parity Committee at six (6) month intervals, the first of such reports to be in the hands of the Parity Committee within one (1) month after the coming into force of the present decree in the case of employees presently employed and in the case of new apprentices within thirty (30) days from the commencement of work.

XI. *Vacation with pay:* a) i. Every employee shall be entitled to vacation with pay between May 1st and September 30th, or pay in lieu of vacation as provided in subsection "f" on the basis of one full day for every 25 days of actual work, due allowance because of sickness or other justified causes. Thus, an employee who has rendered regular service during one year or more at the date of the coming into force of the present decree is entitled to two weeks vacation with full pay at some time between May 1st and September 30th.

ii) To qualify for vacation with pay, an employee must have worked for the same employer for at least one continuous year.

b) The period of service of each employee shall be determined as of June 30th in each year and of the employee's service during the 12-month period commencing on July 1st in each year and ending on June 30th in the following year.

c) Vacations as far as possible will be granted at times most desirable to the employee but the final right to allotment of the vacation period is exclusively reserved to each employer in order to ensure the orderly operation of his plant.

d) If a plant holiday as defined in Section V "f" falls on a work day during an employee's vacation period, the employee shall be entitled to another day's vacation with pay.

e) Where an employee has worked continuously for the same employer for one year, he must be given holidays and may not receive vacation pay in lieu of holidays except as provided in paragraph "f" hereafter.

f) Si un salarié quitte son emploi, il doit recevoir pour tenir lieu de vacances un montant équivalent à une journée de salaire par 25 jours de travail compris entre le 1er juillet et la date où il quitte son emploi.

g) i) Le montant qui doit être versé à titre de vacances (ou le montant qu'un salarié doit recevoir pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article est le montant que ledit salarié aurait reçu s'il avait travaillé durant ladite période de vacances. Ainsi dans le cas d'un salarié rémunéré à un taux horaire de salaire plus élevé que celui fixé par le présent décret, le montant qui doit lui être versé à titre de vacances (ou pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article) doit être établi sur la base du taux horaire de salaire auquel ce salarié est rémunéré.

ii) La prime de 15% pour le travail de nuit, prévue au paragraphe "a" de l'article XVI du présent décret, doit être ajoutée au montant versé à titre de vacances (ou au montant dû pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article) à tout salarié qui a fait partie d'une équipe de nuit durant neuf des douze mois précédents.

XII. Il est interdit aux salariés réguliers d'un établissement de faire du travail supplémentaire dans un autre établissement.

XIII. Les employeurs doivent, sur demande, fournir des masques aux salariés qui exécutent du travail d'après le procédé de gravure en creux — "deep etch".

XIV. Les salaires doivent être payés en argent.

XV. Le travail à la pièce est prohibé dans tout établissement.

XVI. Taux horaires de salaires: a) Travail de nuit: Tous les salariés des équipes de nuit doivent être rémunérés aux taux de quinze pour cent (15%) supérieurs aux taux payés aux salariés de l'équipe de jour

b) Travail de jour: Les taux horaires minima pour les salariés de l'équipe de jour sont les suivants:

Taux horaires

<i>Département des artistes:</i>	
Artiste (reproduction seulement) Ouvrage commercial ou général Dessinateur et graveur.	\$ 1.58
<i>Étiquettes pharmaceutiques:</i>	
(Graveur et dessinateur employés exclusivement à du travail d'étiquettes pharmaceutiques)	1.22
Affiche (crayon)	1.69
Affiche (lettrage)	1.42
Retoucheur (travaux en couleurs)	1.82
<i>Département du camera:</i>	
Opérateur de camera (travaux aux traits)	1.14
Opérateur de camera (travaux en simili "Halftone" et séparation des couleurs)	1.58
Opérateur de machines à projection.	1.58
<i>Département de la préparation des plaques:</i>	
Transporteur (travaux commerciaux)	1.42
Transporteur (travaux en couleurs)	1.58
Tireurs d'épreuves.	1.58
Opérateur de machines à composition photo-mécanique (Photo-Composograph & Step & Repeat Machine)	1.58
Opérateur de châssis pneumatiques pour les plaques ainsi que pour les contacts négatifs et de positifs (Vacuum Frame and Contact Negative)	1.58

f) Upon termination of employment, the employee must receive pay in lieu of vacation on the basis of one day's pay for every 25 days worked between July 1st and the date of termination of employment.

g) i. The vacation pay to which an employee is entitled or in the case where subsection "f" applies, the amount to which he is entitled in lieu of vacation, is the earnings he would actually have received had he worked during the period of vacation to which he is entitled. For example an employee who receives an hourly rate of wages in excess of the minimum hourly rate fixed by the present decree must be paid for vacation (or pay in lieu of vacation where subsection "f" of this section applies) on the basis of his regular hourly rate.

ii) The 15% premium provided by Section XVI "a" of the present decree for night shift employees must be added to the vacation pay (or to the pay in lieu of vacation where subsec "f" of this section applies) of every employee who has worked on a night shift during nine of the preceding twelve months.

XII. Regular employees of one shop shall not engage for overtime work in another shop.

XIII. Employees engaged on deep-etch process work must, upon request be furnished with masks by the employer.

XIV. Payment of wages shall be made in cash.

XV. No piece work shall be done in any shop.

XVI. Wages rates: a) Night shift: All employees working on night shifts shall be paid at a rate 15% higher than the hourly rate actually paid for day work.

b) Day Work: The minimum hourly rates of wages for day work shall be as follows:

Hourly Rates of Wages

<i>Art department:</i>	
Artists (reproducers only) Commercial, General, Letterers and Engravers	\$ 1.58
<i>Drug Label</i>	
(engravers and letterers engaged exclusively on Drug Label Work)	1.22
Poster (crayon)	1.69
Poster (letterers)	1.42
Process (Color Correctors)	1.82
<i>Camera department:</i>	
Camera Operators (Line Work)	1.14
Camera Operators (Halftone and color separation)	1.58
Projection Machine Operators	1.58
<i>Plate Making department:</i>	
Commercial Transferers	1.42
Color Transferers	1.58
Provers	1.58
Photo Composograph and Step & Repeat Operators	1.58
Vacuum Frame and Contact Negative Operators	1.58

Opérateurs de châssis pneumatiques pour les plaques ainsi que pour les contacts de négatifs et de positifs qui servent exclusivement à la reproduction par machines à multicopier.	1.16	Vacuum Frame and Contact Negative Operators who exclusively produce plates for reproduction by multicopying process	1.16
Préposé à l'assemblage de négatifs et de positifs, à l'imposition et à la mise en page.	\$ 1.58	Negative Assemblers, Layouters, and Strippers.	1.58
Préposés à la retouche des négatifs et des positifs:		Opaquers:	
1ère année.	0.60	1st year.	0.60
Années subséquentes.	0.70	Thereafter.	0.70
Polisseur de pierres.	1.10	Stone Polishers	1.10
<i>Greneur: (grainoir jusqu'à 44 x 64):</i>		<i>Plate grainers (up to plate size 44x64)</i>	
Conduisant un grainoir à plaque unique.	1.10	Operating a single plate machine.	1.10
Conduisant deux grainoirs à plaque unique ou un grainoir à double plaque.	1.27	Operating two single or one double plate machine	1.27
Conduisant un grainoir à triple plaque	1.45	Operating triple plate machine.	1.45
<i>Département des presses:</i>		<i>Press department:</i>	
Opérateur de machines à multicopier:		Multicopying Machine Operator:	
1ère année.	1.01	First year	1.01
Années subséquentes.	1.16	Thereafter	1.16
<i>Compagnons pressiers:</i>		<i>Journeyman pressmen:</i>	
Groupe 1. Presses jusqu'à et y compris 12 x 19 1 couleur.	1.16	Group 1. Presses up to and including 12x19 1 color	1.16
Groupe 2. Presses de plus de 12 x 19 jusqu'à et y compris 20 x 30:		Group 2. Presses over 12x19 up to and including 20x30	
1 couleur.	1.30	1 color.	1.30
2 couleurs.	1.58	2 colors	1.58
Groupe 3. Presses de plus de 20 x 30 jusqu'à et y compris 22 x 34:		Group 3. Presses over 20x30 up to and including 22x34	
1 couleur.	1.35	1 color.	1.35
2 couleurs.	1.58	2 colors	1.58
Groupe 4. Presses de plus de 22 x 34 jusqu'à et y compris 36 x 48:		Group 4. Presses over 22x34 up to and including 36x48	
1 couleur.	1.58	1 color.	1.58
2 couleurs.	1.70	2 colors	1.70
Groupe 5. Presses de plus de 36 x 48 jusqu'à et y compris 44 x 52, 38½ x 58½ et 41 x 55½:		Group 5. Presses over 36x48 up to and including 44x52, 38½x58½, 41x55½.	
1 couleur.	1.64	1 color.	1.64
2 couleurs.	1.88	2 colors	1.88
3 couleurs.	1.99	3 colors	1.99
Groupe 6. Presses de format dépassant ceux énumérés au groupe 5.		Group 6. Presses sizes over Group 5,	
1 couleur.	1.76	1 color.	1.76
2 couleurs.	1.93	2 colors	1.93
Groupe 7. Presses à 4 couleurs:		Group 7. Four-Color Presses:	
1er pressier.	2.17	1st Pressman	2.17
2ième pressier.	1.95	2nd Pressman	1.95
Groupe 8. Presses "Web Offset".	1.64	Group 8. Web Offset Presses.	1.64
Groupe 9. Presses à marbre horizontal (pierre).	1.42	Group 9. Flat Bed Presses (Stone)	1.42
Groupe 10. Presses rotatives (procédé direct).	1.51	Group 10. Direct Rotary Presses	1.51
Les presses employant le papier en rouleau pour la production des formes à débit continu ne sont pas comprises dans la cédule ci-dessus.		Roll Feed presses producing continuous forms are exempt from the above schedule.	
<i>Margeur et préposé au margeur automatique</i>		<i>Feeders and feeder operators:</i>	
Presses à une couleur:		One-color presses:	
Groupes 2 et 3:		Groups 2 and 3	
1ère année.	0.75	1st year	0.75
2ème année.	0.83	2nd year	0.83
années subséquentes.	0.91	Thereafter	0.91
Groupe 4:		Group 4:	
1ère année.	0.78	1st year	0.78
2ème année.	0.89	2nd year	0.89
années subséquentes.	1.00	Thereafter	1.00
Groupe 5, 8, 9 et 10:		Groups 5, 8, 9 and 10	
1ère année.	0.80	1st year	0.80
2ème année.	0.93	2nd year	0.93
années subséquentes.	1.07	Thereafter	1.07
Groupe 6:		Group 6:	
1ère année.	0.82	1st year	0.82
2ème année.	0.97	2nd year	0.97

années subséquentes.	1. 13
Presses à multi-couleurs:	
Groupes 2 et 3:	
1ère année.	0. 77
2ème année.	0. 87
années subséquentes.	0. 98
Groupe 4:	
1ère année.	0. 80
2ème année.	0. 93
années subséquentes.	1. 07
Groupes 5, 7, 8, 9 et 10:	
1ère année.	0. 82
2ème année.	0. 97
années subséquentes.	1. 13
Groupe 6:	
1ère année.	0. 84
2ème année.	1. 01
années subséquentes.	1. 19
Presses à quatre couleurs à feuilles mobiles, 36 x 48 et plus:	
1er préposé au margeur.	1. 35
2ème préposé au margeur.	1. 24
Aide sur presse lithographique:	
1ère année, 1er semestre.	0. 56
1ère année, 2ème semestre.	0. 61
années subséquentes.	0. 67

Thereafter	1. 13
Multi-color Presses:	
Groups 2 and 3:	
1st year	0. 77
2nd year	0. 87
Thereafter	0. 98
Group 4:	
1st year	0. 80
2nd year	0. 93
Thereafter	1. 07
Groups 5, 7, 8, 9 and 10:	
1st year	0. 82
2nd year	0. 97
Thereafter	1. 13
Group 6:	
1st year	0. 84
2nd year	1. 01
Thereafter	1. 19
Four color, Sheet Fed Press, 36x48 or over:	
1st feeder operator	1. 35
2nd feeder operator.	1. 24
Lithographic press helpers	
1st year 1st six months	0. 56
1st year 2nd six month	0. 61
Thereafter	0. 67

XVII. Le Comité Paritaire peut autoriser un établissement de lithographie à employer un salarié avec peu ou pas d'expérience pour remplir la position d'un compagnon lorsqu'aucun compagnon n'est disponible. En tel cas, ce salarié qui a peu ou pas d'expérience est payé au taux horaire de salaire du compagnon dont il prend la place. L'autorisation ainsi accordée par le Comité Paritaire n'est valide qu'en autant que le salarié demeure au service de cet établissement.

XVII. The Parity Committee may authorize lithographing establishments to use an untrained or partially trained operator to fill the position of a journeyman, when no journeyman is available. In such case the untrained or partially trained operator shall be paid at the hourly rate provided for the journeyman whom he replaces. The authorization so granted shall only remain valid while the employee remains in the employ of the establishment concerned.

XVIII. D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de travail comportant pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret, tels accords gardant leur plein effet, nonobstant les dispositions du présent décret.

XVIII. Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions, implying, for the employee, a higher remuneration in current money or compensations or privileges more extended than those stipulated in the decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present decree.

XIX. Lorsqu'un salarié arrive en retard à son travail, seul le temps que perd ce salarié peut lui être déduit.

XIX. In cases where an employee reports late for work, only the time actually lost by the employee himself may be deducted.

XX. Toute vente ou cession d'intérêts, d'actions ou d'obligations à un salarié, en paiement du salaire stipulé par la présente convention, dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur, est prohibée et nulle.

XX. Any sale or cession of any interest, share or bond in payment of wages stipulated by the present decree to an employee in an industry or a business carried on by his employer is prohibited and null.

XXI. Lors de l'entrée en vigueur du présent décret, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité paritaire soit formé. Ce nouveau comité paritaire succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien Comité, en vertu dudit décret antérieur.

XXI. At the time of the coming into force of the present decree, the existing Parity Committee formed to administer the previous decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and administers the present decree until the formation of a new Parity Committee. Such new Parity Committee succeeds to the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XXII. S'il survient une augmentation dans l'indice du coût de la vie au-delà de l'indice de 150 points ou une régression vers l'indice de 150 points, pour chaque cinq points d'augmentation ou de diminution, il y aura automatiquement une augmentation ou une diminution hebdomadaire de \$2.00 dans le salaire.

XXII. Should there be a rise in the official cost of living index beyond the base of 150 points or a fall to the base of 150 points, then for each five points rise or fall there shall be an automatic weekly wage adjustment of \$2.00 increase or decrease.

XXIII. Le présent décret abroge le décret numéro 4689 du 7 novembre 1945 et ses amendements.

XXIII. The present decree annuls the decree number 4689 of November 7, 1945, and its amendments.

XXIV. Durée du décret. Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication

XXIV. Duration of the Decree: The present decree comes into force on the date of its publica-

dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
21879-0 Greffier du Conseil Exécutif.

tion in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until December 31, 1948. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary, within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before the expiration of the original term or of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
21879-0 Clerk of the Executive Council.

Assemblées

Les actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-sept avril 1948, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1947, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Le Secrétaire,
21841-15-2-0 PAUL LAROQUE.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

AVIS D'ASSEMBLÉE

L'assemblée annuelle générale des actionnaires de "Richelieu Bridge Company Limited" aura lieu au bureau de la compagnie à Lacolle, P. Q. samedi le 17 avril 1948, à 2.00 hrs. p.m.

Lacolle, P.Q., le 31 mars 1948.
Le Secrétaire,
21784-14-2-0 L. J. DELAND.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis aux actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi le 21 avril 1948, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.
Montréal, 1er mars 1948.

Le Secrétaire,
21725-13-3 C. NIDEROST, C.R.

Avis divers

Canada, province de Québec, district de Beauce.

Avis est par les présentes donné que le conseil de la Municipalité du village de St-Georges-Ouest, dans le comté de Beauce, a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil afin de faire ériger son territoire actuel en municipalité de ville, sous le nom de "Ville St-Georges-Ouest", ceci en vertu de la loi des cités et villes, chapitre 233 des Statuts Refondus de Québec; que les limites de la nouvelle municipalité soient les mêmes

Meetings

The Annual General Meeting of the shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company to receive the 1947 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, the 27th day of April 1948, at three o'clock in the afternoon.

PAUL LAROQUE,
21841-15-2-0 Secretary.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

NOTICE OF MEETING

The Annual General Meeting of the shareholders of "Richelieu Bridge Company Limited" will be held at the company's office at Lacolle P.Q., on Saturday, April 17, 1948, at 2.00 P.M. Lacolle, P.Q., March 31, 1948.

L. J. DELAND,
21784-14-2-0 Secretary.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held at the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 21st April 1948, at 12 o'clock noon, to elect two directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.
Montreal, 1st March 1948.

C. NIDEROST, K.C.,
21725-13-3-0 Secretary.

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Québec, district of Beauce.

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of the "Village de St-Georges-Ouest" in the county of Beauce, intends to apply to the Lieutenant-Governor in Council to have its actual territory erected into a town municipality, under the name of "Ville St-Georges-Ouest", and such, pursuant to the Cities and Towns Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Québec; That the limits of the new municipality be the same as

mes que celles qui existent actuellement pour la municipalité du village de St-Georges-Ouest; que la population telle que constatée par le certificat assermenté des recenseurs est de deux mille sept cent cinquante-neuf (2759) âmes.

St-Georges de Beauce, le 15 Mars 1948.
Le Procureur du requérant,
21687 12-4-o RODOLPHE LAFLAMME.

those actually existing for the municipality of the Village de St-Georges-Ouest; that the population, as set forth by the sworn certificate of the censors, is of two thousand seven hundred and fifty-nine souls. (2759).

St-Georges-de-Beauce, March 15, 1948.
RODOLPHE LAFLAMME,
21687-12-4-o Attorney for the applicant.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 19 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hull, comté de Hull.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21834-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 19, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hull, county of Hull.

RAOUL-E. FONTAINE,
21834 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Métiers de la Construction de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21835-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Métiers de la Construction de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 9, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, county of Sherbrooke.

RAOUL-E. FONTAINE,
21835 Acting Under Secretary of the Province.

VILLERAY HOSIERY LIMITED

Règlement "D"

"Qu'il soit, et il est, par les présentes décrété comme suit:

1. Que le nombre des directeurs du bureau de direction de la compagnie soit, et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à six (6), quatre (4) desquels formeront le quorum;

2. Que les règlements de la compagnie soient, et ils sont, par les présentes, amendés conformément à ce qui précède."

Je, soussigné, secrétaire-trésorier, de Villeray Hosiery Limited, certifie par la présente que ce qui précède est une copie véritable du règlement "D" de ladite compagnie dûment passé par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée tenue le 3e jour de février 1948, et subséquemment approuvé, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment tenue le 3e jour de février 1948, par plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à ladite assemblée.

Daté à Montréal, ce 3e jour de février, 1948.
(Seeau)

Le Secrétaire-trésorier,
21836-o G. F. LAFFERTY.

VILLERAY HOSIERY LIMITED

By-law "D"

"Be it and it is hereby enacted as follows:

1. That the number of directors of the board of directors of the company be, and it is hereby increased from three (3) to six (6), four (4) of whom will form a quorum;

2. That the by-laws of the company be, and they are hereby amended in conformity with the foregoing."

I, the undersigned, secretary-treasurer of Villeray Hosiery Limited, hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law "D" of the said company duly passed by the directors of the said company at a meeting held on the 3rd day of February, 1948, and subsequently approved, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders of the said company duly held on the 3rd of February, 1948, by more than two thirds in value of the shares represented by the shareholders present at the said meeting.

Dated at Montreal, this 3rd day of February, 1948.

(Seal) G. F. LAFFERTY,
21836 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative des Fon-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative "La Coopérative

tionnaires Municipaux", en date du 23 mars 1948, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21842-o RAOUL-E. FONTAINE.

des Fonctionnaires Municipaux" under date the 23rd day of March, 1948, whereof the head office is at Quebec, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
21842 Acting Under Secretary of the Province.

PRESIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follow:

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Beauce.....	Gagné, Adalbert (1) . .	Marchand-Merchant	St-Georges-de-Beauce

(1) En remplacement de M. le Dr Louis-Philippe Gagnon, démissionnaire.— In place of Mr. Louis-Philippe Gagnon, M. D., retired.

Québec, le 5 avril 1948.

Quebec, April 5, 1948.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN.

FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follow:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or Calling	Domicile Domicile
Matapédia.....	St-Laurent, Gérard (1)	Journalier — Laborer	Causapséal

(1) En remplacement de M. Pierre Danjou. — In place of Mr. Pierre Danjou.

Québec, le 5 avril 1948.

Quebec, April 5, 1948.

Le Président général des élections,
21844-o FRANÇOIS DROUIN.

21844-o FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

DISCOURS DU TRÔNE

PROROGATION

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La quatrième session de la présente législature se termine aujourd'hui. Elle fut particulièrement remarquable par sa législation abondante et fructueuse.

Cette législation s'inspire d'une saine politique familiale, sociale et nationale; elle apportera au progrès et à la prospérité générale de notre province une importante contribution.

Ces lois témoignent une fois de plus de l'irrévocable volonté de mon gouvernement de collaborer à la grandeur du Canada en conservant intacts les droits, les libertés et les prérogatives de la province.

SPEECH FROM THE THRONE

PROROGATION

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

The Fourth Session of the present Legislature is closing to-day. It was marked particularly by the considerable amount of constructive legislation which was adopted.

This legislation was inspired by a sound policy whether in family, social or national affairs; it will greatly contribute to the progress and the general prosperity of our Province.

The laws which were passed are a further proof of my Government's irrevocable will to co-operate to ensure the greatness of Canada while fully maintaining the rights, the liberties and the prerogatives of the Province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

On behalf of His Majesty, I thank you for having voted the appropriations required for the administration of the Province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly

En prorogeant la présente session de la Législature, je prie le Bon Dieu de répandre sur notre chère province Ses plus abondantes bénédictions.
21843-o

In proroguing the present Session of the Legislature, I pray Divine Providence to bestow its manifold blessings upon our dear Province.
21843-o

CLAUDE LAKE MINES LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

CLAUDE LAKE MINES LTD.
(No Personal Liability)

Article 1 du règlement 3

Article 1 of By-law 3

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété:

Be and it is hereby enacted:

1. Que le bureau de direction de la compagnie "Claude Lake Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à sept.

1. The Board of Directors of "Claude Lake Mines Ltd." (No Personal Liability) be and it is hereby increased from three to seven.

2. L'article 1 du règlement 3 de la compagnie est, par les présentes, modifié pour se lire comme suit:

2. Article 1 of By-law 3 of the company is hereby amended to read as follows:

Le bureau de direction sera composé de sept directeurs.

"The Board of Directors shall consist of seven Directors."

Je, Charles Frederick Walker, secrétaire-trésorier de la compagnie "Claude Lake Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme de l'amendement à l'article 1 du règlement 3 de la compagnie décrété par le bureau de direction à son assemblée tenue le 16 janvier 1948, à Ste-Anne des Monts, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 16 janvier 1948, à laquelle étaient présents en personne ou représentés par procuration les détenteurs de toutes les actions émises de la compagnie qui votèrent à l'unanimité en faveur de la sanction et la ratification dudit amendement à l'article 1 du règlement 3.

I, Charles Frederick Walker, Secretary-Treasurer of "Claude Lake Mines Ltd." (No Personal Liability), hereby certify the foregoing to be a true copy of the amendment to Article 1 of By-law 3 of the company enacted by the Board of Directors at its meeting held on the 16th day of January, 1948, at Ste. Anne des Monts, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the shareholders of the company held on the 16th day of January, 1948, at which were present in person or represented by proxy the holders of all the issued shares of the company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said amendment to Article 1 of by-law 3.

Montréal, Québec, 15 mars 1948.
(Sceau)

Montreal, Quebec, March 15th, 1948.
(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
C. F. WALKER.

C. F. WALKER,
Secretary-Treasurer.

21848

21848-o

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Nicolas", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 mars 1948.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Nicolas", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 30, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Nicolas, comté de Lévis.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Nicolas, county of Lévis.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21849-o RAOUL-E. FONTAINE.

RAOUL-E. FONTAINE,
21849 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Patrice de Sherrington", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 mars 1948.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Patrice de Sherrington", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 22, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Patrice de Sherrington, comté de Napierville.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21850-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Barnabé-Nord", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Barnabé-Nord, comté de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21852-o RAOUL-E. FONTAINE.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY,
LIMITED

Règlement spécial "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté à dix.

2° Le règlement II de la compagnie, tel que modifié, est, par les présentes, de nouveau modifié en rayant la deuxième phrase du premier paragraphe commençant par les mots "Un bureau de direction" et se terminant par le mot "sur icelle" et en y substituant la suivante:

"Un bureau de direction sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, pendant la durée de sa fonction, détiendra au moins une action du capital de la compagnie absolument en son propre nom et n'aura pas d'arrérages concernant tous appels sur icelle."

Copie conforme certifiée du règlement spécial "B" de la compagnie Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited dûment décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 22 janvier 1948 et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour considérer ce règlement et tenue le 24 mars 1948.

Drummondville, P. Q., 24 mars 1948.
(Sceau) Le Secrétaire,
21863 I. A. POST.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Marc de Cournoyer", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économique, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Marc de Cournoyer, comté de Verchères.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21864-o RAOUL-E. FONTAINE.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Patrice de Sherrington, county of Napierville.

RAOUL-E. FONTAINE,
21850 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Barnabé-Nord", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 22, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Barnabé-Nord, county of St-Maurice.

RAOUL-E. FONTAINE,
21852 Acting Under Secretary of the Province.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY
LIMITED

Special By-Law "B"

A by-law to increase the number of Directors

Be it and it is hereby enacted as follows:

1, The number of Directors of this Company is hereby increased to ten.

2. By-law II of the Company, as amended, is hereby further amended by deleting the whole of the second sentence of the first paragraph thereof commencing with the words "A Board" and ending with the word "thereon" and substituting therefor the following:

"A Board of ten Directors shall be elected annually from among the Stockholders of the Company, each of whom during his tenure of office shall hold at least one share of the stock of the Company absolutely in his own right and not be in arrears in respect of any calls thereon."

Certified to be a true copy of Special By-law "B" of Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited duly enacted at a meeting of the Directors of said Company held on January 22nd 1948, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present in person or by proxy at a special general meeting of the Shareholders of said Company called for considering such by-law and held on March 24th, 1948.

Drummondville, P. Q., March 24th, 1948.
(Seal) I. A. POST,
21863-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Marc de Cournoyer", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 19, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Marc de Cournoyer, county of Verchères.

RAOUL-E. FONTAINE,
21864 Acting Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 1er avril 1948.

Quebec, 1st of April, 1948.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre du bill à être sanctionné comme suit:

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bill to be sanctioned as follows:

48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public.

48 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1949, and for other purposes connected with the public service.

A ce bill, la sanction royale est donnée dans les termes suivants:

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le, lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill".

21872-o

21872-o

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Maîtres Électriciens du Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 avril 1948.

The formation of an association under the name of "L'Association des Maîtres Électriciens du Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 7, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21880-o RAOUL-E. FONTAINE.

RAOUL-E. FONTAINE,
21880 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie W. H. Miner Inc., une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a, par nouveau pouvoir de procuration exécuté le 11 mars 1948, nommé M. D. J. Baillie, 620, rue Cathcart, dans la cité de Montréal, province de Québec, marchand, son agent principal dans ladite Province, en lieu et place de feu M. Lawrence Macfarlane, et que le bureau principal de ladite compagnie sera situé dorénavant à 620 rue Cathcart, dans ladite cité de Montréal.

Notice is hereby given that W.-H. Miner Inc., a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney executed on March 11th, 1948, constituted Mr. D. J. Baillie, of 620 Cathcart Street in the City of Montreal, Province of Quebec, Merchant its chief agent in the said Province in the place and stead of the late Mr. Lawrence Macfarlane, and that the principal office of the said Company will hereafter be located at 620 Cathcart Street in the said City of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 avril 1948.

Given at the office of the Provincial Secretary the 7th of April, 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21871 RAOUL-E. FONTAINE.

RAOUL-E. FONTAINE,
21871-o Acting Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kelpie (Canada) Limited", une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a, par nouveau pouvoir de procuration exécuté le 23 mars 1948, nommé M. Vernon H. Hopper, son secrétaire-trésorier, de la cité de Montréal, province de Québec, agent principal de ladite compagnie dans ladite Province, en lieu et place de M. Angus S. Adair, et que le bureau principal de la compagnie dans la province de Québec, est établi à 1819 rue Des Carrières, dans ladite cité de Montréal.

Notice is hereby given that "Kelpie (Canada) Limited", a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney executed on March 23rd, 1948, constituted Mr. Vernon H. Hopper, its Secretary-Treasurer, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, chief agent of the said Company in the said Province, in the place and stead of Mr. Angus S. Adair, and the principal office of the Company in the Province of Quebec is established at 1819 Des Carrières Street, in the said City of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 7 avril 1948.

Given at the office of the Provincial Secretary the 7th of April, 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21870-o RAOUL-E. FONTAINE.

RAOUL-E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

21870-o

Canada, Province de Québec,
District de Montmagny

GÉRARD COLLIN, INC.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Gérard Collin Inc.", tenue à la résidence de M. Gérard Collin à Montmagny, le 22 mars 1948, à deux heures P.M.

Il est proposé par M. Gérard Collin, secondé par M. Maurice Collin, que le paragraphe 3 du règlement No 1 soit annulé et que le règlement suivant soit adopté comme règlement No 6 de la compagnie :

Règlement No 6

Il est par le présent règlement arrêté et statué comme suit :

Le paragraphe 3 du règlement No 1 de la compagnie est abrogé à toutes fins que de droit et il est par les présentes remplacé par le suivant :

"Le bureau de direction sera composé de quatre directeurs élus pour un an par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle."

Adopté unanimement.

Je, soussigné, Dame Flore Favreau Collin, secrétaire, déclare que ceci est un extrait d'une assemblée des directeurs de la compagnie plus haut mentionnée, qui a été ratifié unanimement par les actionnaires à une assemblée générale tenue le 22 mars 1948, à laquelle étaient présents tous les actionnaires.

21869-0

La Secrétaire,
FLORE F. COLLIN.

Canada, Province of Quebec,
District of Montmagny

GÉRARD COLLIN INC.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of the company "Gérard Collin Inc.", held at the residence of Mr. Gérard Collin, at Montmagny, on the 22nd day of March, 1948, at two o'clock P.M.

It was moved by Mr. Gérard Collin, seconded by Mr. Maurice Collin, that paragraph 3 of By-law No. 1 be annulled and that the following by-law be adopted as By-law No. 6 of the company :

By-Law No. 6

It is, by the present by-law, ordered and enacted as follows :

Paragraph 3 of By-law No. 1 of the company is repealed to all intents and purposes and it is hereby replaced by the following :

"The board of directors will consist of four directors elected for one year by the shareholders at the annual general meeting."

Unanimously adopted.

I, the undersigned, Dame Flore Favreau Collin, secretary, declare that this is an excerpt from the minutes of the meeting of the directors of the above mentioned company, which has unanimously ratified by the shareholders at a special general meeting held on the 22nd of March, 1948, at which all the shareholders were present.

21869-0

FLORE F. COLLIN,
Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Algray Mines (Quebec) Limited" (Livre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Allison Corporation of Lévis", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mars 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Algray Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Allison Corporation of Lévis", incorporated by letters patent dated the 19th day of March, 1931.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétee par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Aquaduc Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétee par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bellefeuille & Cheney Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétee par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie Générale d'Entreprise Auxibel", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 octobre 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compgnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétee par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lansdowne, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétee par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ogilvy Realty Corporation Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1922.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Aquaduc Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of November, 1944.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bellefeuille & Cheney Ltée" incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of December, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of October, 1935.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lansdowne, Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of July, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ogilvy Realty Corporation Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of November, 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Club de Course Donnacona Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fremshaw Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 mai 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gallagher's Restaurants Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Keefer Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mai 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Club de Courses Donnacona Limitée", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of November, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the first day of April, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fremshaw Investments Limited", incorporated by letters patent dated the 13th day of May, 1943.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter company "Gallagher's Restaurants Incorporated," incorporated by letters patent dated the 3rd day of July, 1940.

Notice is also given that from and after the first day of April 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Keefer Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1923.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rose Finance Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rotherwood Realty Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 septembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Grove Park Estate Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 avril 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 6 avril 1948.

21882 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rose Finance Corporation" incorporated by letters patent dated the 29th day of February, 1932.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rotherwood Realty Company", incorporated by letters patent dated the 11th day of September, 1936.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Grove Park Estate Company", incorporated by letters patent dated the 20th day of April, 1921.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1948, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of April, 1948.

21882-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Enterprise Railway Equipment Company" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la corporation dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. George B. Dorey, agent, 407 rue McGill, cité de Montréal.

Le siège social de la compagnie, dans la province de Québec, est établi à 407 rue McGill, dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 avril 1948.

21883 Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
RAOUL-E. FONTAINE,

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Enterprise Railway Equipment Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the corporation in the Province of Quebec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. George B. Dorey, agent, of 407 McGill Street, in the city of Montreal.

The principal office of the company in the Province of Quebec is established at 407 McGill Street in the city of Montreal in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the 2nd of April, 1948.

21883-o RAOUL-E. FONTAINE,
Acting Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture**AVIS**

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Dorchester, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Ste-Claire" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Claire-de-Joliette.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce sixième jour d'avril 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
21881-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture**NOTICE**

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Dorchester, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Ste-Claire", and that its principal place of business is at Ste-Claire-de-Joliette.

The object of the association is the improvement and expansion of farms and the purchase and use of a Bulldozer and equipment for improvement works on farms.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Québec, this sixth day of April, 1948.

21881 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 1057-47.

Québec, le 7 avril 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 25 mars, 1948, de détacher de la municipalité scolaire de St-Ephrem d'Upton dans le comté de Bagot, les lots 102, 103, 105 à 112 inclusivement et 114 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ephrem d'Upton et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Ephrem d'Upton, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21873-o J.-P. LABARRE.

N° 228-48

Québec, le 30 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Valentin, dans le comté de Saint-Jean, les lots N° 426 et 427 du cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin et de les annexer à la municipalité scolaire de Lacolle, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21816-14-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 1057-47

Québec, April 7, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated March 25, 1948, to detach from the school municipality of St-Ephrem d'Upton, in the county of Bagot, lots 102, 103, 105 to 112 inclusively and 114 of the official cadastre for the parish of St-Ephrem d'Upton and to annex them to the school municipality of the village of Saint-Ephrem d'Upton, same county.

The said order in council to take effect on the first of July, 1948.

21873 J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 228-48

Québec, March 30, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Valentin, in the county of Saint-Jean, lots 426 and 427 of the official cadastre for the parish of St-Valentin, and to annex them to the school municipality of Lacolle, in the same county.

21816-14-2 J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts**AVIS**

Cadastre officiel du Canton de Jonquières rang IV division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 26A-29 à 26A-33 et 26A-42 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
21865-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests**NOTICE**

Official cadastre of the Township of Jonquières Range IV registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 26A-29 to 26A-33 and 26A-42 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, January the 31st 1948.

21865-o Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

**Département du Trésor
Assurances**

Avis est donné par les présentes que le bureau de direction de la Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company — a adopté, le 21 février 1948, le règlement No 4 augmentant le nombre de ses directeurs de 5 à 7.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 6 avril 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

21851-o Surintendant des assurances.

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que La Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company — enregistrée sous le numéro 479, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3156 qui l'autorise, à compter du 8 mars 1948, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 2 rue Chauveau, Québec, Province de Québec.

Donné le 1er avril 1948, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la province,
GEORGES LAFRANCE,

21817-14-2-o Surintendant des assurances.

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE
CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada — enregistrée sous le numéro 478, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3155 qui l'autorise, à compter du 9 février 1948, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, déféctuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, fumée, grêle, ouragan.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, Province de Québec.

La compagnie a nommé monsieur Henri Gérin-Lajoie, 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné le 1er avril 1948, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la province,
GEORGES LAFRANCE,

21818-14-2-o Surintendant des assurances.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 4 mars 1948.

Dr Ernest Primeau, médecin, de Marieville: coroner conjoint pour le district de St-Hyacinthe, avec juridiction seulement sur le comté de Rouville.

**Treasury Department
Insurance**

Notice is hereby given that the Board of Directors of the Quebec Automobile Club Insurance Company — La Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — has adopted, the 21st of February 1948, the by-law No. 4 increasing the number of its directors from 5 to 7.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 6th of April 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

21851-o Superintendent of Insurance.

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that the Quebec Automobile Club Insurance Company — La Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — registered under number 479, has obtained the license and certificate of registration number 3156 authorizing it, as from the 8th of March 1948, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Automobile.

The head-office of the company is situate at 2, Chauveau Street, Quebec, Province of Quebec.

Given the 1st of April 1948, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

21817-14-2-o Superintendent of Insurance.

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that the Federation Insurance Company of Canada — La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — registered under number 478, has obtained the licence and certificate of registration number 3155 authorizing it, as from the 9th of February 1948, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, smoke, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

The head-office of the company is situate at Montreal, Province of Quebec.

The Company has appointed Mr. Henri Gérin-Lajoie, 60 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given the 1st of April 1948, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

21818-14-2-o Superintendent of Insurance.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, March 4, 1948.

Dr Ernest Primeau, physician, of Marieville: to be joint coroner for the district of St-Hyacinthe, with jurisdiction over the county of Rouville only.

Québec, 18 mars 1948.

MM. Dr Léon Pelletier, Dr Cyrice Belles-Isles, Dr Guy Fortier, René Goulet et Zénon Bélanger, tous de Gaspé: membres de la commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Gaspé.

21884-0

Quebec, March 18, 1948.

Messrs. Dr Léon Pelletier, Dr Cyrice Belles-Isles, Dr Guy Fortier, René Goulet and Zénon Bélanger, all of Gaspé: to be members of the commission for the civil erection of parishes in the Roman Catholic Diocese of Gaspé.

21884

Ordre de Cour

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 7447. Émile Bouchard, (demandeur) saisissant, vs Georges Otis, (défendeur) saisi, et l'Honorable J.-D. Bégin, tiers-saisi, et la Banque Canadienne de Commerce (Amos) opposante.

AVIS AUX CRÉANCIERS DU SAISI

Sur l'ordre du juge en date du 22 mars 1948, dernier, les créanciers sont invités à produire leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis, au greffe de la cour Supérieure, au palais de justice, à Amos, entre les mains du protonotaire, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Amos, 1er avril 1948.

21840-15-2-0

Le Protonotaire,
ALBERT GRENIER.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7447. Émile Bouchard, plaintiff, seizing; vs Georges Otis, defendant, seized; and the Honourable J. D. Bégin, garnishee; and The Canadian Bank of Commerce (Amos), Opposant.

NOTICE TO CREDITORS OF THE SEIZED PARTY

Upon order of the Judge dated the 22nd of March, 1948, last, the creditors are called to file their claims, with titles attached thereto, within the fifteen days from the first insertion of the present notice, at the office of the Superior Court, in the Court House, at Amos, with the prothonotary, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Amos, April 1, 1948.

21840-15-2

ALBERT GRENIER,
Prothonotary.

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, N° 53,028. Dame Ernest Therrien, marchande publique de Loretteville, P.Q., demanderesse; vs Gaston Lacasse, de Québec, P.Q., défendeur; et Automobiles, Inc., corps politique et incorporé ayant le bureau principal de ses affaires au n° 12, rue de la Couronne à Québec, P.Q., opposante.

Les créanciers de Monsieur Gaston Lacasse sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au greffe de la Cour supérieure à Québec, entre les mains du protonotaire, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.

Par ordre de l'honorable juge Geo.-F. Gibsone.

Québec, le 1er avril 1948.

21820-14-2-0

Le Protonotaire,
ROBERT COTÉ.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 53,028 Dame Ernest Therrien, public merchant, of Loretteville, P.Q., plaintiff; vs Gaston Lacasse, of Quebec, P.Q., defendant; and Automobiles, Inc., a body politic and corporate, having its head business office at No. 12, de la Couronne Street, Quebec, P.Q., opposant.

The creditors of Mr. Gaston Lacasse are requested to file their claims, with titles thereto, within fifteen days of the first insertion of these presents in the Office of the Superior Court of Quebec, with the Prothonotary, the whole in conformity with articles 673 and 674 of the C.P.

By order of the Honourable Justice Geo.-F. Gibsone.

Quebec, April 1, 1948.

21820-14-2

ROBERT COTÉ,
Prothonotary.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.
George VI, chapitre 15) décrète ce qui suit:

ATTENDU que l'article 430 de la Loi électorale de Québec, (9

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General.
WHEREAS section 430 of the Quebec Election Act (9 George VI, chapter 15) enacts as follows:

"430. A compter de la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation,

a) l'article 138 de la présente loi sera abrogé et remplacé par le suivant:

"138. La date de la présentation des candidats est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et doit être indiquée dans chaque bref d'élection. Lors des élections générales, la même date est fixée pour tous les districts électoraux et la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant le trente-neuvième jour qui suit celui de l'émission des brefs, sauf dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Iles-de-la-Madeleine où la présentation des candidats est fixée à trois jours plus tôt, et dans le district électoral de Saguenay où elle est fixée à sept jours plus tôt."

b) l'article 210 de la présente loi sera abrogé et remplacé par le suivant:

"210. 1. Le scrutin a lieu pour chaque district électoral le jour mentionné dans le bref d'élection, soit le quatorzième jour après la présentation des candidats dans le district électoral de Saguenay, la dixième jour après la présentation des candidats dans le district électoral d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Iles-de-la-Madeleine, et le septième jour après la date fixée pour la présentation des candidats dans tous les autres districts; le tout sous réserve des dispositions des articles 38, 139, 140, 164 et du paragraphe 2 du présent article.

2. Lorsque le jour du scrutin devient un jour férié, le scrutin est remis de plein droit au jour juridique suivant.

3. Lors d'une élection générale, la date fixée dans les brefs pour le scrutin doit être la même pour tous les districts électoraux."

c) l'article 428 de la présente loi sera abrogé."

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de la proclamation prévue dans cet article 430 de la Loi électorale de Québec à la date de la dissolution de la vingt-deuxième Législature de la province.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, exprimé dans l'arrêté en conseil No 354 du 18 mars 1948 et conformément aux dispositions de l'article 430 de la Loi électorale de Québec (9 Geo. VI, chap. 15), Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que, à compter de la date de la dissolution de la vingt-deuxième Législature,

a) l'article 138 de ladite Loi électorale de Québec sera abrogé et remplacé par le suivant:

"138. La date de la présentation des candidats est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et doit être indiquée dans chaque bref d'élection. Lors des élections générales, la même date est fixée pour tous les districts électoraux et la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant le trente-neuvième jour qui suit celui de l'émission des brefs, sauf dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Iles-de-la-Madeleine où la présentation des candidats est fixée à trois jours plus tôt, et dans le district électoral de Saguenay où elle est fixée à sept jours plus tôt."

b) l'article 210 de ladite Loi électorale de Québec sera abrogé et remplacé par le suivant:

"210. 1. Le scrutin a lieu pour chaque district électoral le jour mentionné dans le bref d'élection, soit le quatorzième jour après la présentation des candidats dans le district électoral de Saguenay, le dixième jour après la présentation des candidats dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest et des Iles-de-la-Madeleine, et le septième jour après la date fixée

"430. From the date on which it shall please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

a) Section 138 of this act shall be repealed and replaced by the following:

"138. The day of the nomination of candidates shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and must be indicated in every writ of election. At every general election, the same day shall be fixed for all the electoral districts, and the nomination of candidates shall not take place before the thirty-ninth day after that on which the writs are issued, except in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi West and the Magdalen Islands, where the nomination of candidates shall be fixed three days earlier, and in the electoral district of Saguenay where it shall be fixed seven days earlier."

b) Section 210 of this act shall be repealed and replaced by the following:

"210. 1. The poll shall be held for each electoral district on the day mentioned in the writ of election, namely on the fourteenth day after nomination-day in the electoral district of Saguenay, on the tenth day after nomination-day in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and the Magdalen Islands, and on the seventh day after the day fixed for the nomination of candidates in all other districts; the whole subject to the provisions of sections 38, 139, 140, 164 and subsection 2 of this section.

2. If polling-day falls upon a holiday, the poll shall be postponed, *pleno jure*, to the next following juridical day.

3. At a general election, the day mentioned in the writs as polling-day shall be the same for all electoral districts."

c) Section 428 of this act is repealed."

WHEREAS it is expedient to fix the date of the proclamation contemplated by said section 430 of the Quebec Election Act to the date of the prorogation of the twenty-second Legislature of the Province.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 354 of the 18th of March, 1948, and pursuant to the provisions of section 430 of the Quebec Election Act (9 Geo. VI, chap. 15), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that, from the date of the prorogation of the twenty-second Legislature,

Section 138 of the said Quebec Election Act shall be repealed and replaced by the following:

"138. The date for the nomination of candidates shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and must be indicated in every writ of election. At every general election, the same day shall be fixed for all the electoral districts, and the nomination of candidates shall not take place before the thirty-ninth day after that on which the writs are issued, except in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and the Magdalen Islands, where the nomination of candidates shall be fixed three days earlier, and in the electoral district of Saguenay where it shall be fixed seven days earlier."

b) Section 210 of the said Quebec Election Act shall be repealed and replaced by the following:

"210. 1. The poll shall be held for each electoral district on the day mentioned in the writ of election, namely on the fourteenth day after nomination-day in the electoral district of Saguenay, on the tenth day after nomination-day in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and the Magdalen Islands, and on the seventh day after the day fixed for the nomina-

pour la présentation des candidats dans tous les autres districts; le tout sous réserve des dispositions des articles 38, 139, 140, 164, et du paragraphe 2 du présent article.

2. Lorsque le jour du scrutin devient un jour férié, le scrutin est remis de plein droit au jour juridique suivant.

3. Lors d'une élection générale, la date fixée dans les brefs pour le scrutin doit être la même pour tous les district électoraux."

e) l'article 428 de ladite Loi électorale de Québec sera abrogé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce deuxième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Province,
OMER CÔTÉ,

21867-o

tion of candidates in all other districts; the whole subject to the provisions of sections 38, 139, 140, 164 and subsection 2 of this section.

2. If polling-day falls upon a holiday, the poll shall be postponed, *pleno jure*, to the next following juridical day.

3. At a general election, the day mentioned in the writs as polling-day shall be the same for all electoral districts."

c) Section 428 of the said Quebec Election Act is repealed.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of April, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

OMER CÔTÉ,
Secretary of the Province.

21867

Sièges sociaux

Avis est donné que la "Corporation Électrique de Charlevoix — Charlevoix Electric Corporation" a maintenant son siège social en la résidence du président, le capitaine J. A. Z. Desgagné, St-Joseph de la Rive, Charlevoix.

Québec, le 21 février 1948.

Le Président,
21868-o Capt. J. A. Z. DESGAGNÉ.

CLAUDE LAKE MINES LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "A"
Changement du siège social de la compagnie

Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie "Claude Lake Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle) que le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, transporté de la ville de Ste-Anne des Monts, province de Québec, à la cité de Montréal, dans ladite province de Québec.

Je, Charles Frederick Walker, secrétaire-trésorier de la compagnie "Claude Lake Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle) certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement spécial "A" décrété par le bureau de direction à son assemblée tenue le 16 janvier 1948 à Ste-Anne des Monts, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 16 janvier 1948, à laquelle étaient présents en personne ou représentés par procuration les détenteurs de toutes les actions émises de la compagnie qui ont voté à l'unanimité en faveur de la sanction et la ratification dudit règlement.

Montréal, Québec, 15 mars 1948.
(Sceau)

21847

Le Secrétaire-trésorier,
C. F. WALKER.

Head Offices

Notice is given that "Corporation Électrique de Charlevoix — Charlevoix Electric Corporation", now has its head office at the residence of the President, Captain J. A. Z. Desgagné, St-Joseph de la Rive, Charlevoix.

Quebec, February 21, 1948.

21868 Capt. J. A. Z. DESGAGNÉ,
President.

CLAUDE LAKE MINES LTD.
(No Personal Liability)

Special By-law "A"
Changing the Head Office of the Company

Be it enacted as a by-law of "Claude Lake Mines Ltd." (No Personal Liability) that the head office of the company be and it is hereby changed from the Town of Ste. Anne des Monts in the Province of Quebec to the City of Montreal in the said Province of Quebec.

I, Charles Frederick Walker, Secretary-Treasurer of "Claude Lake Mines Ltd." (No Personal Liability), hereby certify the foregoing to be a true copy of special by-law "A" enacted by the Board of Directors at its meeting held on the 16th day of January, 1948 at Ste. Anne des Monts, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the shareholders of the company held on the 16th day of January, 1948, at which were present in person or represented by proxy the holders of all the issued shares of the company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said by-law.

Montréal, Québec, March 15th, 1948.
(Seal)

21847

C. F. WALKER,
Secretary-Treasurer.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE BROWNSBURG,
(COMTÉ D'ARGENTEUIL)

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF BROWNSBURG
(COUNTY OF ARGENTEUIL)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Émile Hébert, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le vingt-sixième jour du mois d'avril 1948, pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la corporation municipale du village de Brownsburg, datées du 31 décembre 1947 et remboursables en séries du 31 décembre 1948 au 31 décembre 1962 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% au 31 décembre 1962 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Émile Hébert, up to four o'clock in the afternoon, Monday, the twenty-sixth day of the month of April, 1948, for the purchase of \$40,000.00 of bonds of the municipal corporation of the village of Brownsburg, dated the 31st of December, 1947, and redeemable serially from the 31st of December, 1948, to the 31st of December, 1962, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 30th of June and 31st of December of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption of capital is as follows:

Tableau d'amortissement — \$40,000.00 — 15 ans

Table of redemption:— \$40,000.00 — 15 years

Année	Capital
31 décembre 1948	\$1,000.00
31 décembre 1949	1,000.00
31 décembre 1950	1,000.00
31 décembre 1951	1,000.00
31 décembre 1952	1,000.00
31 décembre 1953	1,500.00
31 décembre 1954	1,500.00
31 décembre 1955	1,500.00
31 décembre 1956	1,500.00
31 décembre 1957	1,500.00
31 décembre 1958	1,500.00
31 décembre 1959	1,500.00
31 décembre 1960	1,500.00
31 décembre 1961	1,500.00
31 décembre 1962	21,500.00

Year	Capital
December 31, 1948	\$ 1,000.00
December 31, 1949	1,000.00
December 31, 1950	1,000.00
December 31, 1951	1,000.00
December 31, 1952	1,000.00
December 31, 1953	1,500.00
December 31, 1954	1,500.00
December 31, 1955	1,500.00
December 31, 1956	1,500.00
December 31, 1957	1,500.00
December 31, 1958	1,500.00
December 31, 1959	1,500.00
December 31, 1960	1,500.00
December 31, 1961	1,500.00
December 31, 1962	21,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Brownsburg, Montréal et Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Brownsburg, Montreal and Quebec.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212, Statuts révisés de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le vingt-sixième jour du mois d'avril 1948, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale du village de Brownsburg.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the twenty-sixth day of April, 1948, at 8 o'clock in the evening, at the municipal hall of the village of Brownsburg.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Brownsburg, (Comté d'Argenteuil) ce seizième jour de mars 1948.

Brownsburg, (County of Argenteuil), this sixteenth day of March, 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
Village de Brownsburg,
ÉMILE HÉBERT.

ÉMILE HÉBERT,
Secretary-treasurer,
Village of Brownsburg.

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1947 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest, rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin le six mai 1948, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1er mars 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
H. L. ATTO.

21588-11-6

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1947 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the sixth day of May, 1948, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., March 1st, 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.

21588-11-6-o

Ventes par licitation

Sales by Licitation

AVIS DE VENTE

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe. Cour Supérieure, N° 5703. Joseph Godbout, demandeur, vs Narcisse Godbout, fils, défendeur.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 9ième jour de janvier 1948, dans une cause dans laquelle Joseph Godbout, bourgeois, des cité et district de St-Hyacinthe est demandeur ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un emplacement situé en la cité de St-Hyacinthe, de forme triangulaire, étant la partie du lot numéro six cent soixante et seize, (P-676) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité de St-Hyacinthe, renfermé dans les bornes suivantes: En front une ruelle publique; du côté sud et du côté sud-ouest, le terrain du chemin de fer Canadien National; du côté sud-est, une autre partie dudit lot numéro six cent soixante et seize (P-676) appartenant à P. A. Delorme; la ligne de front le long de la ruelle contenant cent quatre vingt dix pieds (190) de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, ainsi que les bâtisses et dépendances y érigées; ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUINZIEME jour de MAI 1948 à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante dans la salle d'audience du Palais de Justice de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Hyacinthe, ce 23 mars 1948.

Le Procureur du demandeur,
JACQUES BOUSQUET.

21785-14-2-o

NOTICE OF SALE

Canada, province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 5703. Joseph Godbout, plaintiff, vs Narcisse Godbout Fils, defendant.

NOTICE

Notice is given that, in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at St-Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, the 9th day of January 1948, in a case wherein Joseph Godbout, bourgeois, of the city and district of St-Hyacinthe is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows: "An emplacement situated in the said city of St-Hyacinthe, of a triangular shape, known and designed, the said emplacement, as part of lot number six hundred and seventy-six (P-676) on the official plan and in the book of reference for the said city of St-Hyacinthe, enclosed within the following boundaries: In front a public lane, on the south side and south-west side, by the property of the Canadian National Railways, on the south-east side by an other part of the same lot number six hundred and seventy-six (P-676) owned by P. A. Delorme, the front line, on the public lane, being of hundred and ninety (190) feet in width, English measure and more or less, with the buildings thereon erected", the said immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FIFTEENTH day of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room of the Court House in St-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Hyacinthe, the 23rd day of March 1948.

JACQUES BOUSQUET,
Attorney for plaintiff.

21785-14-2-o

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 259146.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 259146.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 9 mars 1948, dans une cause dans laquelle Rodrigue Brisebois, boucher, Dame Angelina Brisebois, épouse commune en biens de Janvier Brisebois, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Alexina Brisebois, épouse contractuellement séparée de biens d'Ernest Leclerc, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, et Emmanuel Brisebois, cultivateur de Lakefield, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, sont demandeurs, contre Henri Brisebois, de la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après désigné savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 9th of March 1948, in a case wherein Rodrigue Brisebois, butcher, Dame Angelina Brisebois, wife common as to property of Janvier Brisebois, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Alexina Brisebois, wife separate as to property by marriage contract of Ernest Leclerc, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, and Emmanuel Brisebois, farmer of Lakefield, county of Argenteuil, district of Terrebonne, are plaintiffs; against Henri Brisebois, of the Town of Montreal-North, district of Montreal, defendant, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

"Deux lots de terre ayant front sur la rue Bruxelles, autrefois rue Berlin, en la ville de Montréal-Nord, connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-deux (82-225 & 226) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec une maison à deux étages et dépendances y érigées, portant les numéros civiques 10884 et 10886 de la rue Bruxelles, avec les droits y inhérents et les servitudes y attachées;"

"Two lots of land fronting on Bruxelles Street, heretofore Berlin Street, in the Town of Montreal-North, known and designated as numbers two hundred and twenty-five and two hundred and twenty-six of the official subdivision of lot number eighty-two (82-225 & 226), on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, measuring, each of the said lots, twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure, and more or less, with a two story house and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 10884 and 10886 Bruxelles Street — with the inherent rights and servitudes attached thereto.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 12 MAI 1948, Cour tenante, devant le protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, à 10.30 heures a.m., au palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWELFTH day of MAY, 1948 Sitting the Court, before the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at 10.30 o'clock a.m., in the Court House of Montreal, subject to the charges, clauses, and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and, failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Un dépôt de \$1,000. sera requis de l'adjudicataire.

A deposit of \$1,000 will be required from the adjudicator.

Montréal, 2 avril 1948.

Montreal, April 2, 1948.

Le Procureur des demandeurs,
YVES LAURIER.

YVES LAURIER,
Attorney for plaintiffs.

FRANÇOIS GODFROY COFFIN, c.f.,
Protonotaire, Cour Supérieure, Montréal.
21846-15-2-o

FRANÇOIS GODFROY COFFIN, K.C.,
Prothonotary, Superior Court, Montreal.
21846-15-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE LA TUQUE

TOWN OF LA TUQUE

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Aldori Dupont, greffier de la ville de La Tuque, que les immeubles ci-après désignés de la ville de La Tuque seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville,

Public notice is hereby given by the undersigned, Aldori Dupont, clerk of the town of La Tuque, that the immovable hereinafter designated will be sold by public auction, in the office of the Council, at the Town-Hall, in the said town

en la dite ville de La Tuque, MERCREDI, le 28 avril 1948, mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts, frais et dépenses ne soient payés avant la vente.

of La Tuque, on WEDNESDAY, the 28th day of APRIL (1948) one thousand nine hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), in payment of municipal, and school taxes, with interests as well as costs subsequently incurred, unless the said expenses be paid before the sale.

Ville de La Tuque Town of La Tuque	Sub-division	Lôt	Propriétaire Owner	Taxes mun. & int. Mun. taxes & int.	Taxes sco. & int. School taxes & int.	Total
Canton Mailhiot — Mailhiot Township.	14 P... 126....	24A.... 23A....	Mme-Mrs. Jean Gagnon.. Succ.-Est. Augustin Gagné	\$127.41 5.96 4.51	\$127.41 10.47

Le tout avec les bâtisses ou parties de bâtisses et autres constructions, s'il y en a, pouvant se trouver sur les dits lots et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Donné en la ville de La Tuque, ce 25ème jour de mars, mil neuf cent quarante-huit (1948).

(Sceau)

Le Greffier de la ville de La Tuque,
21786-14-2-o ALDORI DUPONT.

The whole with buildings or parts of buildings and other constructions, if any, which may be found on the said lots, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same.

Given in the town of La Tuque, on this 25th day of March, one thousand nine hundred and forty-eight (1948).

(Seal)

21786-14-2-o ALDORI DUPONT,
Clerk of the town of La Tuque.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure

District d'Abitibi, } JOS LALIBERTÉ, jour-
N° V-1133 } nancier de Siscoe, Abitibi,
demandeur vs L. BRUNO SUREAU, hôtelier,
de Baraute, Abitibi, défendeur.

Un lot de terre, portant le numéro quarante-trois (43-A) du rang un (1) du canton Baraute, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Baraute, le TREIZIÈME jour de MAI prochain à 3 heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 30 mars 1948. 21874-15-2-o

[Première insertion, 10 avril 1948]

Cour Supérieure

District d'Abitibi, } J E M I L E MONTAM-
No 7519 } J. BEAULT, marchand
d'Amos, demandeur, vs ALBANY LAVOIE, de
la paroisse de La Ferme, défendeur.

Un lot de terre, soit la demie est du lot No neuf (9) du rang neuf (9) du canton Figury, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de La Ferme, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 11 mars 1948. 21691-12-2-o

[Première insertion, 20 mars 1948.]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court

District of Abitibi, } JOS LALIBERTÉ, labo-
No. V-1133. } rer, of Siscoe, Abitibi,
plaintiff; vs L. BRUNO SUREAU, hotel keeper,
of Baraute, Abitibi, defendant.

A lot of land, bearing number forty-three A (43-A) of range one (1) of the township Baraute with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Baraute, on the THIRTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.

Amos, March 30, 1948. 21874-15-2-o

[First insertion, April 10, 1948]

Superior Court

District of Abitibi, } J E M I L E MONTAM-
No. 7519 } J. BEAULT, merchant, of
Amos, plaintiff; vs ALBANY LAVOIE, of the
parish of La Ferme, defendant.

A lot of land, namely, the east half of lot number nine (9) of range nine (9) of the township of Figury — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of La Ferme, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.

Amos, March 11, 1948. 21691-12-2

[First insertion, March 20, 1948]

Cour Supérieure

Province de Québec, District d'Abitibi, N° V-1165, **COCHRANE DUNLOP HARDWARE QUEBEC INC.**, corps politique et légalement constitué avec place d'affaire à Val d'Or, demandeur vs **JAMES C. DAVIDSON**, journalier domicilié à Val d'Or, défendeur.
Le lot No 74 subdivision du lot originaire No 60 du rang 8 du canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Val d'Or, le **DOUZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **FERDINAND GERVAIS**.
Amos, 6 avril 1948. 21875-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat, Drummondville, district d'Arthabaska

Drummondville, à savoir: **JEAN PAUL LETENDRE** et **FERNAND LETENDRE**, commerçants de la ville de St-Joseph, comté de Drummond, y faisant affaires sous la raison sociale de "Letendre & Frères", demandeurs, vs **GÉRARD MORIN**, bourgeois, de St-Jean Baptiste, district d'Arthabaska, comté de Drummond, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;
Un emplacement borné au nord-ouest par le No 151-224, au nord-est par la 16ième avenue No 151-219, au sud-est par le No 151-222, au sud-ouest par la partie non subdivisée du No 151, mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur contenant une superficie de 5000 pieds carrés, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham comme étant la subdivision No 223 du lot N° 151, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph, dans la ville de St-Joseph, comté de Drummond, le **ONZIEME** jour de **MAI** 1948, à **DEUX** heures de l'après-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **MAURICE MAHEU**.
Arthabaska, 5 avril 1948. 21853-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: **JOSEPH BÉLANGER**, No 4640, cultivateur de Notre-Dame du Bon Conseil, demandeur vs **ARMAND RAJOTTE**, de Notre-Dame du Bon Conseil, défendeur et **GASTON RINGUET**, avocat et **JULES SAINT-PIERRE**, tous deux de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, et pratiquant ensemble comme tels sous le nom de Ringuet et Saint-Pierre.
Avocats distrayants.

Comme appartenant au demandeur;
1. Une terre située dans ladite paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, étant la moitié sud-est et longitudinale du lot numéro deux (N° 2) du treizième rang du canton de Wendover, contenant, cette terre quatre arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, et étant le lot numéro cent soixante et douze (N° 172) du cadastre officiel du comté de Nicolet, de la paroisse de St-Léonard, avec bâtisses dessus érigées.

Superior Court

Province of Quebec, District of Abitibi, N° V-1165, **COCHRANE DUNLOP HARDWARE QUEBEC INC.**, a body politic and corporate, with business office at Val d'Or, plaintiff; vs **JAMES C. DAVIDSON**, laborer, domiciled at Val d'Or, defendant.

Lot No 74 subdivision of original lot No. 60 of range 8, Township Dubuisson — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of Val d'Or, on the **TWELFTH** day of **MAY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Amos, April 6, 1948. 21875-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court, Drummondville, District of Arthabaska

Drummondville, to wit: **JEAN PAUL LETENDRE** and **FERNAND LETENDRE**, traders, of the town of St-Joseph, county of Drummond and there carrying on business under the firm name of "Letendre & Frères", plaintiffs; vs **GÉRARD MORIN**, bourgeois, of St-Jean Baptiste, district of Arthabaska, county of Drummond, defendant.

As belonging to the defendant;
An emplacement bounded on the northwest by lot No. 151-224, on the northeast by 16th Avenue, No. 151-219, on the southeast by No. 151-222, on the southwest by the unsubdivided part of No. 151, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, containing an area of 5000 square feet, known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Grantham as being subdivision No. 223, of lot No. 151 — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph, in the town of St-Joseph, county of Drummond, on the **ELEVENTH** day of **MAY**, 1948, at **TWO** o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Arthabaska, April 5, 1948. 21853-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: **JOSEPH BÉLANGER**, No. 4640, farmer of Notre-Dame du Bon Conseil, plaintiff; vs **ARMAND RAJOTTE**, of Notre-Dame du Bon Conseil, defendant; and **GASTON RINGUET**, advocate and King's Counsel and **JULES SAINT-PIERRE**, both of the city of Drummondville, district of Arthabaska, and practising together as such under the name of "Ringuet & Saint-Pierre, advocates distracting for costs.

As belonging to the plaintiff;
1. A farm situate in the said parish of Notre-Dame du Bon Conseil, being the southeast and longitudinal half of lot number two (No. 2) of the thirteenth range of the township of Wendover, measuring, the said farm, four arpents and one half in front by twenty-eight arpents in depth, more or less, and being lot number one hundred and seventy-two (No. 172) on the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of St-Léonard — with buildings thereon erected.

2. Le tiers latéral et longitudinal nord-ouest du lot numéro un (N° 1) du treizième rang du canton de Wendover, étant le tiers latéral et longitudinal nord-ouest du lot numéro cent soixante et treize (N° 173) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, comté de Drummond. Ce terrain est renfermé dans les limites suivantes: en front par le cordon des terres du douzième rang, en profondeur par le cordon des terres du quatorzième rang, du côté nord-ouest par le lot N° 172 sus-décrié et de l'autre côté par le terrain ci-après décrit, à distraire de ce terrain l'emplacement vendu à la Commission Scolaire de Notre-Dame du Bon Conseil suivant son titre.

3. La juste moitié nord-ouest du tiers centre du lot numéro un (No. 1) dans le treizième rang du canton de Wendover, maintenant connu comme étant la moitié nord-ouest du tiers centre du lot numéro cent soixante treize (p. 173) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil. Ce terrain est renfermé dans les limites suivantes: borné en front par le cordon des terres du douzième rang, en profondeur par le cordon des terres du quatorzième rang, du côté nord-ouest par le terrain ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le terrain de Delphis Comeau, ou ayants-cause, avec une grange dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, comté de Drummond, le ONZIEME jour de MAI 1948, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 6 avril 1948. 21876-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 2360
{ ARTHUR HILLIKER et AL., demandeurs, vs DAME MARY JUS-TINA HALL et THOMAS WILLIAM H. DERICK, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

"Le lot No 435 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges-de-Clarenceville, avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Jacques, à Clarenceville, dit district, MERCREDI, le DOUZE MAI 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Que., 3 avril 1948.
21855-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 2420
{ LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES pour la Municipalité Scolaire de St-Sébastien, dans le district d'Iberville, demandeurs, vs DAME LILLY BERGERON, épouse contractuellement séparée de biens de Arthur Champagne, tous deux autrefois domiciliés à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe et maintenant de lieu inconnu et ledit Arthur Champagn-

2. The lateral and longitudinal northwest third of lot number one (No. 1) of the thirteenth range of the township of Wendover, being the lateral and longitudinal northwest third of lot number one hundred and seventy-three (No. 173), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond. The said lot of land is enclosed within the following boundaries: in front by the "cordon" of the farms of the twelfth range, in depth by the "cordon" of the farms of the fourteenth range, on the northwest side by lot No. 172 above described and on the other side by the lot of land hereinafter described, to be deducted from this said lot of land, the emplacement sold to the School Commission of Notre-Dame du Bon Conseil according to deeds.

3. The exact northwest half of the middle third of the lot number one (No. 1) in the thirteenth range of the township of Wendover, now known as being the northwest half of the middle third of lot number one hundred and seventy-three (Pt. 173) of the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame du Bon Conseil. This lot of land is enclosed within the following limits: bounded in front by the "cordon" of the farms of the twelfth range, in depth by the "cordon" of the farms of the fourteenth range, on the northwest side by the land above described, and on the other side by the land of Delphis Comeau, or assigns, with a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond, on the ELEVENTH day of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, April 6, 1948. 21876-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 2360
{ ARTHUR HILLIKER et AL., plaintiffs; vs DAME MARY JUSTINA HALL, and THOMAS WILLIAM H. DERICK, defendants.

As belonging to the defendants:

Lot No. 435 of the official plan and in the book of reference for the parish of St-Georges-de-Clarenceville — with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door at St-Jacques, at Clarenceville, said district, on WEDNESDAY, the TWELFTH of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., April 3, 1948.
21855-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 2420
{ THE SCHOOL COMMISSIONERS for the School Municipality of St-Sébastien, in the district of Iberville, plaintiffs; vs DAME LILLY BERGERON, wife separate as to property by marriage contract of Arthur Champagne, both heretofore domiciled at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe and now of parts unknown, and the said Arthur Champagn-

pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Un terrain situé à la Baie Missisquoi, mesurant soixante-quinze pieds de front et en arrière par environ cent vingt-cinq pieds de profondeur, et formant partie du lot numéro cent cinquante-neuf — Ptie No 159 — aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges-de-Clarenceville, dans le comté de Missisquoi; le coin sud est du dit terrain se trouvant à deux cent cinquante-deux pieds à l'ouest du point de rencontre des chemins de St-Sébastien et Lacolle-Knowlton; le coin nord-est du dit terrain se trouvant à deux cent quarante pieds à l'ouest du dit chemin conduisant à St-Sébastien; le dit terrain étant borné comme suit: au nord par le terrain de Wilfrid Corriveau, au sud, par la route Lacolle-Knowlton; à l'est, par la partie du lot numéro cent cinquante-neuf du dit cadastre et à l'ouest, par le terrain de la Compagnie de Développement de la Baie Missisquoi; avec les bâtisses dessus construites".

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Jacques, à Clarenceville, dit district, MERCREDI, le DOUZE MAI mil neuf cent quarante-huit, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.
Bureau du Shérif, Sweetsburg, le 3 avril 1948. 21854-15-2-0
[Première insertion, 10 avril 1948]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { LOUIS-PHILIPPE GIRARD, de la cité de Chicoutimi, avocat, N° 10,548 demandeur; vs CHARLES MICHAUD, cultivateur, de la paroisse de St-Alexis de la Grande Baie, défendeur.

Contre le défendeur:

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Alexis de la Grande Baie sous le numéro trois cent cinquante-quatre (354) deuxième rang nord-est du canton Bagot, d'une superficie d'environ 55 acres, plus ou moins avec ensemble tous les droits de propriétés, de possession et d'améliorations quelconques, avec les bâtisses y érigées, circonstances, et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alexis de la Grande Baie, MERCREDI, le DOUZIEME jour du mois de MAI 1948, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.
Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 6 avril 1948. 21877-15-2-0
[Première insertion, 10 avril 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure, district d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { DAME ANITA PER- N° 5831 REAULT, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Gagnon, de l'Acadie, district d'Iberville, défenderesse; vs ALFRED SURPRENANT, de Philipsburg, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Un emplacement situé en la cité de Saint-Jean, connu et désigné comme étant les lots numéros

to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land situate at "Baie Missisquoi", measuring seventy-five feet in front and in rear by about one hundred and twenty-five feet in depth, and forming part of lot number one hundred and fifty-nine — Pt. No. 159 — on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Georges de Clarenceville, in the county of Missisquoi; the southeast corner of the said lot of land being situate at two hundred and fifty-two feet west of the junction of the St-Sébastien and Lacolle-Knowlton roads; the northeast corner of said lot of land being situate at two hundred and forty feet west of the said road leading to St-Sébastien; the said lot of land being bounded as follows: on the north, by the land of Wilfrid Corriveau, on the south by the Lacolle-Knowlton highway; on the east, by a part of lot number one hundred and fifty-nine of said cadastre and on the west, by the land of the "Compagnie de Développement de la Baie Missisquoi"; with buildings thereon erected.

To be sold, at the Catholic church door of St-Jacques, at Clarenceville, said district, on WEDNESDAY, the TWELFTH of MAY, one thousand nine hundred and forty-eight, at ONE o'clock in the afternoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office, Sweetsburg, this 3rd of April, 1948. 21854-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, { LOUIS PHILIPPE GIRARD, of the city of Chicoutimi, ad- No. 10,548 vocate, plaintiff; vs CHARLES MICHAUD, farmer, of the parish of St-Alexis de la Grande Baie, defendant.

Against the defendant:

The lot of land known and designated on the official cadastre for the parish of St-Alexis de la Grande Baie, under number three hundred and fifty-four (354) second northeast range of the township of Bagot, having an area of about 55 acres, more or less, together with the property rights, ownership and improvements whatsoever — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Alexis de la Grande Baie, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, 1948, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, April 6, 1948. 21877-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, district of Iberville

Saint-Jean, to wit: { MADAM ANITA PER- No. 5831 REAULT, wife contractually separated as to Property of Henri Gagnon of L'Acadie, district of Iberville, plaintiff; vs ALFRED SURPRENANT, of Philipsburg, district of Bedford, defendant.

As belonging to the said defendant:

An emplacement situate in the city of Saint-Jean, known and designated as being the lots

neuf cent cinquante-cinq, neuf cent cinquante-cinq A et neuf cent cinquante-six (955, 955A et 956) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1948, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, 16 mars, 1948. 21693-12-2-o
[Première insertion, 20 mars, 1948]

number nine hundred and fifty-five, nine hundred and fifty-five A and nine hundred fifty-six (955, 955A and 956) of the official cadastre of the town of Saint-Jean, with all the buildings thereon erected.

To be sold at Sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint-Jean on the TWENTIETH day of APRIL, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Jean, March 16th, 1948. 21693-12-2-o
[First insertion, March 20th, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } J. F. THIBAUT, mar-
No 5734 } chand, de la ville et du
district d'Iberville, demandeur, vs GÉRARD
ST-JACQUES, de la ville et du district d'Iber-
ville, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:
Un emplacement situé en la ville d'Iberville, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-cinq (no. 325) des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville, avec les constructions y érigées, ainsi qu'un garage situé sur l'immeuble adjacent bien connu des parties qui n'en demandent pas plus ample description.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase d'Iberville le DOUZIÈME jour de MAI, 1948, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, 6 avril, 1948. 21856-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C. de M. District de Montréal

Montréal, à savoir: } CANADIAN PETRO-
N° 48173 } LEUM Co. LTD., de-
manderesse, vs LUCIEN LEPINE, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse St-Télesphore, comté Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro quarante-quatre (44) et borné comme suit: vers le nord-ouest par la Montée St-André, vers le sud-est par le numéro quarante-cinq (45) vers le sud-ouest par le numéro quarante-trois (43) vers le nord-est par le chemin de la Côte des Angers, mesurant en front cinq perches par cinq perches de profondeur plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Télesphore, le 13ème jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 5 avril 1948. 21857-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } J. EDMOND TREM-
N° 254795 } J. BLAY, Sr., deman-
deur, vs ULRIC ROBERT, défendeur.

Les lots numéros trois et quatre de la subdivision officielle de l'immeuble originaire numéro deux cent onze (211-3 et 4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, district of Iberville

Saint-Jean, to wit: } J. F. THIBAUT, mer-
No. 5734 } chant of the town and
the district of Iberville, plaintiff, vs GÉRARD
ST-JACQUES, of the town and the district of
Iberville, defendant.

As belonging to the said defendant:
An emplacement situate in the town of Iberville, known and designated as being lot number three hundred twenty-five (no. 325) of the official plan and book of reference for the town of Iberville, with the constructions hereon erected, also one garage situate on one adjacent immoveable well known by parties who do not ask for more description.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Athanase of Iberville, on the TWELFTH day of MAY, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, April 6th, 1948. 21856-15-2-o
[First insertion, April 10th, 1948.]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
M. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } CANADIAN PETROLE-
No. 48173 } UM Co. LTD., plain-
tiff; vs LUCIEN LEPINE, defendant.

An emplacement lying and situate in the parish of St-Télesphore, county of Soulanges, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as number forty-four (44) and bounded as follows: on the northwest by the "Montée St-André", on the southeast by number forty-five (45) on the southwest by number forty-three (43), on the north-east by the Côte des Angers road, measuring five perches in front by five perches in depth, more or less, with the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Télesphore, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1948. 21857-15-2
[First insertion, April 10, 1948]

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } J. EDMOND TREM-
No. 254795 } J. BLAY, Sr., plaintiff;
vs ULRIC ROBERT, defendant.

Lots numbers three and four of the official subdivision of original lot number two hundred and eleven (211-3 and 4), on the official plan and in the book of reference for the parish of Pointe-

Trembles, et portant le numéro civique 25 de la 52ème Avenue, Pointe-aux-Trembles, et bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 13ème jour de MAI prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, 5 avril 1948. L. P. CAISSE.
 [Première insertion, 10 avril 1948] 21858-15-2-o

aux-Trembles, and bearing civic number 25 of 52nd Avenue, Pointe-aux-Trembles, and the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, April 5, 1948. Sheriff.
 [First insertion, April 10, 1948] 21858-15-2

Fieri Facias de Terris
 C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } HENRI LUSSIER & al
 N° 258886. } demandeurs vs ALFRED
 ST-CYR, défendeur, et OMER HARDY, cura-
 teur au délaisement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaisement.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Bruce, en la cité de Westmount, près de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois cent vingt-et-un de la subdivision du lot originaire numéro neuf cent quarante et un (No. 941-321) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur en front, quarante et un pieds de largeur en arrière et quatre-vingt-douze pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest, et une superficie de trois mille trente-six pieds (3036') mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: en front au sud-ouest, par l'Avenue Bruce, en arrière par une ruelle connue sous le N° 941-319 desdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté, au nord-ouest par la subdivision numéro trois cent vingt-deux dudit lot originaire numéro neuf cent quarante et un (941-322) et de l'autre côté au sud-est par la ligne du Chemin de Fer Canadien Pacifique.

Avec une bâtisse à deux étages, en pierre et brique solide, contenant deux logements et portant les numéros civiques 29 et 31 de ladite Avenue Bruce, avec garage situé à l'arrière et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière et dans les ruelles y communiquant.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, 17 mars 1948. L.-P. CAISSE.
 [Première insertion, 20 mars 1948] 21695-12-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
 Cour de Magistrat, Rimouski

N° 18129. } LOUIS TURCOTTE, marchand,
 de l'endroit appelé St-Robert
 Bellarmin, demandeur, vs NAPOLEON ARSE-
 NAULT, de St-Robert Bellarmin, défendeur.

"Partie du No 211 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain, situé à St-Robert Bellarmin, mesurant quatre-vingt-dix pieds de front sur cent-quatre-vingt de profondeur, mesure anglaise borné au nord à une rue projetée, à l'est à la terre du Séminaire, au sud et à l'ouest à Julien Ouellet, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. Cette vente est sujette à la rente foncière de \$30.00 par année à Julien Ouellet.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Rimouski, le ONZE MAI 1948, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

21859-15-2-o Le Shérif,
 CHARLES GARON.
 [Première insertion, 10 avril 1948]

Fieri Facias de Terris
 C. S. District of Montreal

Montreal, to wit: } HENRI LUSSIER & al
 No. 258886. } plaintiffs; vs ALFRED
 ST-CYR, defendant; & OMER HARDY, cura-
 tor to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the abandonment:

An emplacement fronting on Bruce Avenue, in the city of Westmount, near Montreal, known and designated as being subdivision number three hundred and twenty-one of the subdivision of original lot number nine hundred and forty-one (No. 941-321) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width in front, forty-one feet in width in rear and ninety-two feet in depth in the northwest line, and a superficial area of three thousand and thirty-six feet (3036'), English measure and more or less, bounded as follows: in front on the southwest by Bruce Avenue, in rear by a lane known as No. 941-319 of said official plan and book of reference, on one side to the northwest by subdivision number three hundred and twenty-two of said original lot number nine hundred and forty-one (941-322) and on the other side to the southeast by the Canadian Pacific Railway line.

With a solid stone and brick two story building, containing two dwellings and bearing civic numbers 29 and 31 of said Bruce Avenue, with the garage situate in rear of same and with right of way in the lane situate in rear and in the lanes communicating therewith.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
 Montreal, March 17, 1948. Sheriff.
 [First insertion, March 20, 1948] 21695-12-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
 Magistrate's Court, Rimouski

No. 18129 } LOUIS TURCOTTE, merchant, of
 the place called St-Robert Bel-
 larmin, plaintiff; vs NAPOLEON ARSENAULT,
 of St-Robert Bellarmin, defendant.

Part of No. 211 of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate at St-Robert Bellarmin, measuring ninety feet in front by one hundred and eighty in depth, English measure, bounded on the north by a projected street, on the east by the land of the Seminary, on the south and west by Julien Ouellet — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said sale is subject to the ground rent of \$30 per annum payable to Julien Ouellet.

To be sold at the Sheriff's Office at Rimouski, on the ELEVENTH of MAY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

21859-15-2 CHARLES GARON,
 Sheriff.
 [First insertion, April 10, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure } **GÉRARD LAVOIE**, manu-
N° 9658 } nufacturier, de Luceville;
vs **RICHARD ISABEL**, de Rimouski-Est, dis-
trict de Rimouski.

Partie du lot N° 186 du cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé au 1er rang de la municipalité de Rimouski-est, mesurant 100 pieds de front nord-sud sur 60 pieds de profondeur est-ouest, le tout mesure anglaise, borné au nord à Léo Lachance, à un chemin privé lui appartenant, à l'est à Joseph Collin, au sud et à l'ouest à Léo Lachance avec droit de passage à pied et en voiture sur le chemin privé de Léo Lachance, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendance.

Pour être vendu au bureau du shérif le Rimouski, le VINGT DEUX AVRIL 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

21696-12-2-o Le Shérif,
CHAS. GARON.
[Première insertion, 20 mars 1948]

SAINT-HYACINTHE*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat, District de Montréal
Saint-Hyacinthe, } **LASALLE BUILDERS**
N° 53725. } **SUPPLY LIMITED**,
corps politique et incorporé, ayant sa principale
place d'affaires en les cité et district de Montréal,
demanderesse; vs **GÉRARD BRAULT**, de la
paroisse de Saint-Mathias, comté de Rouville,
district de Saint-Hyacinthe, défendeur;

Comme appartenant au défendeur:

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant partie du lot de terre numéro cent dix (partie 110) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Mathias, dans le comté de Rouville, mesurant soixante pieds (60) par trois cent pieds (300) plus ou moins, mesure anglaise, et borné: en front au nord-ouest par le chemin du bord de l'eau, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro cent neuf et partie du lot numéro cent huit, et en arrière au sud-est et au nord-est par partie du lot numéro cent dix, le tout avec bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Mathias, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, le QUINZIEME jour de MAI 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **RICHARD BOUSQUET**,
St-Hyacinthe, le 6 avril 1948. 21878-15-2-o
[Première insertion, 10 avril 1948]

Département du travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du comité paritaire de l'industrie des gants de travail, établi en exécution du décret numéro 247 du 26 février 1948 et dont le siège social est situé à Montréal,

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court } **GÉRARD LAVOIE**, manu-
No. 9658 } nufacturier, of Luceville; vs
RICHARD ISABEL, of Rimouski-est, dis-
trict of Rimouski.

Part of lot No. 186 of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the 1st range of Rimouski-est, measuring 100 feet in front North-South, by 60 feet in depth East-West, the whole English measure, bounded on the north by Léo Lachance, at a private road belonging to him, on the east by Joseph Collin, on the south and west by Léo Lachance with right of way on foot and in vehicle in the private road of Léo Lachance, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, on the TWENTY-SECOND of APRIL, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

21696-12-2 CHAS. GARON,
Sheriff.
[First insertion, March 20, 1948]

SAINT-HYACINTHE*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court, District of Montreal
Saint-Hyacinthe, } **LASALLE BUILDERS**
No. 53725. } **SUPPLY LIMITED**,
a body politic and corporate, having its head-
office in the City and district of Montreal,
Plaintiff; vs **GÉRARD BRAULT**, of the Parish
of St. Mathias, county of Rouville, district of
St. Hyacinthe, defendant;

As belonging to the defendant:

A certain lot of land known and designated as being a part of the lot of land number one hundred and ten (Part 110), on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Mathias, in the county of Rouville, measuring sixty feet (60) by three hundred feet (300) more or less, English measure, and bounded: in front to the northwest, by the road bordering the water (chemin du bord de l'eau), on one side to the southwest by lot number one hundred and nine and a part of lot number one hundred and eight, and in rear, to the southeast and to the northeast by a part of lot number one hundred and ten, the whole with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Mathias, county of Rouville, district of St. Hyacinthe, on the FIFTEENTH day of MAY, 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Hyacinthe, April 6, 1948. 21878-15-2-o
(First insertion, April 10, 1948)

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Working Glove Industry, established under decree number 247, of February 26, 1948, and whose corporate seat is in Montreal, have been

ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 (Section "D").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21837-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 98 du 29 janvier 1948, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville.

1. Ajouter le paragraphe "h" suivant à l'article IV:

"h) Toutes les ouvertures devront être laissées libres afin qu'il soit possible de voir à l'intérieur du salon après les heures de fermeture stipulées dans le décret."

2. Remplacer le sous-paragraphe intitulé "Zone I. Coiffeurs et coiffeuses pour dames", article IV, paragraphe "a", par le suivant:

"Zone I. Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Le lundi, de 1.00 p.m. à 10.00 p.m.

Le mardi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises. Durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le mercredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le jeudi, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. précises. Durant les semaines de Noël et du Jour de l'An les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le vendredi de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. précises. Du 15 juillet au 15 septembre les heures de travail sont de 8.30 a.m. à 1.00 p.m. précises.

Les veilles de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Aucun travail à domicile ne doit être exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées."

3. Remplacer le paragraphe "a" de l'article VI par le suivant:

"a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize (16) ans révolus ni après vingt-huit ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa huitième année du cours primaire.

4. Remplacer l'article VIII par le suivant:

"VIII. Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui n'exerce pas le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse ou n'est pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, il doit avoir dans ce salon, en permanence, un salarié porteur d'un certificat de compagnon barbier, coiffeur ou coiffeuse."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948 21845-o

approved by Order-in-Council number 443 of April 1, 1948 (part "D").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21837-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 98 of January 29, 1948, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville.

1. The following subsection "h" to be added to section IV:

"h) All openings shall be free of curtains, blinds, etc., so that it will be possible to see inside the parlor after the closing hours stipulated in the decree."

2. The paragraph headed "Zone I. Ladies' male and female hairdressers", section IV, subsection "a", to be replaced by the following:

"Zone I: Ladies' male and female hairdressers

Monday, from 1.00 p.m. to 10.00 p.m.

Tuesday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp. During the Christmas and New Years' Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Wednesday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Thursday, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp. During the Christmas and New Years' Day weeks, the working hours are from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Friday, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday, from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. sharp. From July 15 to September 15, the working hours are from 8.30 a.m. to 1.00 p.m. sharp.

Holiday eves, from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

No home work may be done outside the hours hereabove mentioned."

3. Subsection "a" of section VI to be replaced by the following:

"a) No apprentice shall be accepted if under sixteen (16) or over twenty-eight (28) years of age. Apprentices must have completed at least the eighth year of the Primary Course."

4. Section VIII to be replaced by the following:

"VIII. In every barber, hairdressing or beauty parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the barber or hairdresser (male and female) trade, or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, there shall be, in such a parlor, a permanent employee with a journeyman's certificate, whether as barber, male hairdresser or female hairdresser."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21845-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du comité paritaire de l'industrie des gants fins, établi en exécution du décret numéro 246 du 26 février 1948 et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 (section "C").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21838-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 338 du 11 mars 1948 et dont le siège social est situé à Trois-Rivières, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 443 du 1er avril 1948 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21839-o

AVIS D'AMENDMENT DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 418 du 30 mars 1948, des amendements ont été apportés à la constitution et aux règlements spéciaux du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, approuvés par les arrêtés en conseil numéro 1769 du 29 octobre 1947 et 1880 du 12 novembre 1947.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes des règlements spéciaux amendés dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Article 28: Conformément à l'article 25 de la loi, le comité paritaire rend également le certificat de qualification obligatoire pour les menuisiers d'ateliers, classe "A", les menuisiers d'ateliers à l'établi, les menuisiers d'ateliers sur machines assujettis au décret numéro 337 du 11 mars 1948 et ce, dans les limites de la zone I dudit décret."

La tenue du registre a également été rendue obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au dit décret numéro 337 du 11 mars 1948. (art. 26)

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21886-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modi-

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, established under decree number 246 of February 26, 1948, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order-in-Council number 443 of April 1, 1948 (part "C").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21838-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the general by-laws of the Joint Committee of Plumbers of Three Rivers and District, established under decree number 338 of March 11, 1948, and whose corporate seat is in Three Rivers, have been approved by Order-in-Council number 443 of April 1, 1948 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21839-o

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that Order-in-Council number 418 of March 30, 1948, has amended the constitution and the special by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, approved by Orders-in-Council number 1769 of October 29, 1947, and 1880 of November 12, 1947.

Pursuant to the Act, the following provisions of the special by-laws of the said Parity Committee have been rendered obligatory:

"Article 28: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee also renders obligatory the certificate of competency for shop-joiners, class "A", bench shop-joiners, machine shop-joiners governed by the decree number 337 of March 11, 1948, within the limits of zone I of the said decree."

The keeping of a register has also been rendered obligatory for all professional employers governed by the said decree number 337 of March 11, 1948. (art. 26).

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21886-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the fol-

fication suivante au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

Au paragraphe "a" de l'article I (Juridiction territoriale), remplacer la description de la zone I par la suivante:

"Zone I: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinquante milles de ses limites, à l'exception des municipalités situées en dehors de l'île de Montréal et dont la population n'excède pas trois mille cinq cents âmes."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21891-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Gants de travail, établi en exécution du décret numéro 247, du 26 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 444, du 1er avril 1948, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 1er janvier 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son

lowing amendments to the decree number 1884 of November 12, 1947, relating to the paper box industry in the Province of Quebec.

In subsection "a" of section I (Territorial jurisdiction) the description of zone I to be replaced by the following:

"Zone I: The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of fifty miles from its limits, with the exception of the municipalities outside the Island of Montreal with a population not exceeding three thousand five hundred (3,500) souls."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21891-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Working Glove Industry, formed under decree No. 247 of February 26, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 444 of April 1, 1948, Part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to January 1, 1949; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$25.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete this report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his

rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie des Gants de Travail, pour la période comprise entre le premier avril 1948 et le 1er janvier 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES
GANTS DE TRAVAIL
1231 est, rue Demontigny, Montréal, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le premier avril 1948 et le premier janvier 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$2,025.00
Salariés.....	2,025.00
	\$4,050.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 487.50
Employés de bureau.....	325.00
Inspecteur.....	390.00
Divers.....	660.00
Frais de déplacement:	
Dépenses auto.....	150.00
Dépenses inspections.....	148.50
Membres du Comité.....	525.00
Loyer du bureau.....	225.00
Frais légaux et professionnels.....	262.50
Papeterie et impressions.....	300.00
Poste, téléphones, télégrammes.....	37.50
Assurance.....	5.00
Jetons de présence.....	300.00
Bureau des Examineurs.....	37.50
Publicité.....	75.00
Divers.....	121.00
	\$4,050.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21888-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, a été autorisé par règlement approuvé par

monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the power to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfill their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Working Glove Industry, for the period between April 1, 1948, and January 1, 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF THE WORKING
GLOVE INDUSTRY
1231 Demontigny East, Montreal, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1948, and January 1, 1949.

<i>Receipts</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$2,025.00
Employees.....	2,025.00
	\$4,050.00
<i>Disbursements</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 487.50
Office employees.....	325.00
Inspector.....	390.00
Miscellaneous.....	660.50
Travelling expenses:	
Auto expenses.....	150.00
Inspection expenses.....	148.50
Committee members.....	525.00
Office rent.....	225.00
Legal and professional fees.....	262.50
Stationary and printing.....	300.00
Postage, telephone, telegrams.....	37.50
Insurance.....	5.00
Meeting expenses.....	300.00
Board of Examiners.....	37.50
Publicity.....	75.00
Miscellaneous.....	121.00
	\$4,050.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21888-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 1519, of September 18, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 444

l'arrêté en conseil numéro 444 du 1er avril 1948, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1948 au 31 mars 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis au dit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de Perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport Financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1948 et 31 mars 1949.

Ci-annexé un état des recettes et des dépenses probables du Comité Conjoint et de l'Industrie de la Construction du District des Cantons de

of April 1, 1948, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from March 31, 1948, to March 31, 1949; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages set for the journeyman employee in their trade receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at its place of business, without notice.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted by the professional employer are payable, by him, without notice, to the Parity Committee, at its place of business, on the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, pursuant to the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31 1948, and March 31, 1949.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District

l'Est, pour la période comprise entre le 31 mars 1948 et le 31 mars 1949.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS
DE L'EST

État des Recettes et des Dépenses probables
pour la période comprise entre le 31 mars 1948
et le 31 mars 1949.

<i>Recettes</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$13,000.00
Salariés	15,000.00
Artisans	350.00
Bureau des Examineurs	400.00
Recette Diverses	1,500.00
	\$30,250.00

<i>Dépenses</i>	
Salaires:	
Inspecteurs	\$ 8,700.00
Personnel de Bureau	5,500.00
Dépenses de voyages:	
Inspecteurs et Secrétaire	4,500.00
Loyer	840.00
Jetons de Présence	700.00
Poste et Téléphone	400.00
Frais Légaux	500.00
Vérification	80.00
Echange	225.00
Impression & Papeterie	450.00
Ameublements et Divers	1,000.00
Frais de déplacement des Délégués	750.00
Bureau des Examineurs	700.00
Assurance-Chômage	90.00
Entretien des Machines	1,000.00
Surplus	4,815.00
	\$30,250.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21887-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Gants fins, établi en exécution du décret numéro 246, du 26 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 444, du 1er avril 1948, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 1er janvier 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires, fixes pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au comité paritaire une somme

for the period between March 31, 1948, and March 31, 1949.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
OF THE
EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between March 31, 1948 and March
31, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%).	
Professional employers	\$13,000.00
Employees	15,000.00
Artisans	350.00
Board of examiners	400.00
Various receipts	1,500.00
	\$30,250.00

<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Inspectors	\$ 8,700.00
Office staff	5,500.00
Travelling expenses:	
Inspectors and secretary	4,500.00
Rent	840.00
Meeting expenses	700.00
Telephone and postage	400.00
Legal charges	500.00
Audition	80.00
Exchange	225.00
Printing and stationery	450.00
Furniture and miscellaneous	1,000.00
Travelling expenses of delegates	750.00
Board of examiners	700.00
Unemployment insurance	90.00
Upkeep of automobiles	1,000.00
Surplus	4,815.00
	\$30,250.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21887-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Fine Glove Industry, formed under decree No. 246 of February 26, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 444 of April 1, 1948, Part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree according to the method and rate herein-after mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette*, to January 1, 1949; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree number 246, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid.)

b) The artisans governed by the said decree number 246, shall pay to the Parity Committee

équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie des Gants Fins, pour la période comprise entre le premier avril 1948 et le 1er janvier 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES GANTS FINS
1231 est, rue Demontigny, Montréal, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le premier avril 1948 et le premier janvier 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$3,000.00
Salariés.....	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 487.50
Employés de bureau.....	650.00
Inspecteur.....	1,950.00
Frais de déplacement:	
Dépenses auto.....	300.00
Dépenses inspections.....	148.50
Membres du Comité.....	750.00
Loyer du bureau.....	450.00

an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i. e. \$25.00 per week.

c) The employees governed by the said decree number 246, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the power to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, for the period between April 1, 1948, and January 1, 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF THE FINE GLOVE INDUSTRY
1231 Demontigny East, Montreal, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1948, and January 1, 1949.

<i>Receipts</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,000.00
Employees.....	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00
<i>Disbursements</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 487.50
Office employees.....	650.00
Inspector.....	1,950.00
Travelling expenses:	
Auto expenses.....	300.00
Inspection expenses.....	148.50
Committee members.....	750.00
Office rent.....	450.00

Frais légaux et professionnels.	225.00	Legal and professional fees.	225.00
Papeterie et impressions.	375.00	Stationery and printing.	375.00
Poste, téléphone, télégrammes.	56.25	Postage, telephone, telegrams.	56.25
Assurance.	5.00	Insurance.	5.00
Jetons de présence.	300.00	Meeting expenses.	300.00
Bureau des Examineurs.	56.25	Board of Examinators.	56.25
Publicité.	56.25	Publicity.	56.25
Divers.	190.25	Miscellaneous.	190.25
	\$6,000.00		\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21889-0

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21889-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et District, établi en exécution du décret numéro 338, du 11 mars 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 444 du 1er avril 1948, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers of the district of Three Rivers, formed under decree No. 338 of March 11, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 444 of April 1, 1948, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 décembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to December 31, 1948; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés).

a) The professional employers governed by the said decree number 338, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll (regular wages, bonuses, commissions and percentages) for their employees governed by the decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.90 l'heure.

b) The artisans governed by the said decree number 338 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e. \$0.90 per hour.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 338 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis).

c) The employees governed by the said decree number 338 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, bonuses, percentages, commissions and allowances).

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 12 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 12th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règle-

The levy enacted by the present by-law is

ment est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et District, pour la période comprise entre le 22 mars 1948 et le 31 décembre 1948.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DES
TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT
Siège social: Les Trois-Rivières, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 22 mars 1948 et le 31 décembre 1948.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.	\$1,750.00
Cotisations des artisans.	80.00
Cotisations des salariés.	1,750.00
	\$3,580.00
<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire.	\$ 120.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité.	1,200.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.	800.00
Loyer du bureau et téléphone.	250.00
Frais légaux.	250.00
Vérification des livres.	60.00
Papeterie.	60.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.	940.00
	\$3,580.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 avril 1948. 21890-0

payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice is given him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period comprised between March 22, 1948 and December 31, 1948.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS
OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS
Corporate Seat: Three Rivers

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 22, and December 31, 1948.

<i>Receipts:</i>	
<i>Assessments:</i>	
Professional employers.	\$1,750.00
Artisans.	80.00
Employees.	1,750.00
	\$3,580.00
<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary.	\$ 120.00
Travelling and other expenses of the members of the Committee.	1,200.00
Inspector, salary and travelling expenses.	800.00
Office rent and telephone.	250.00
Legal charges.	150.00
Audition of books.	60.00
Stationery.	60.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.	940.00
	\$3,580.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 10, 1948. 21890-0

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 15

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Côté vs Desputeau.	1104
Lapierre vs Gagnier.	1105

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

421, section "A" — Manutenteurs de fret, navigation intérieure et côtière dans le havre de Montréal.	1107
421, section "B" — Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.	1108
421, section "D" — Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption.	1110

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Côté vs Desputeau.	1104
Lapierre vs Gagnier.	1105

ORDERS IN COUNCIL:

421, part "A" — Freight handles, inland and coastal navigation in the Harbour of Montreal.	1107
421, part "B" — Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville.	1108
421, part "D" — Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.	1110

422, section "C" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.	1105	422, part "C" — Barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.	1105
422, section "D" — Établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et la municipalité de Melbourne.	1106	422, part "D" — Retail commercial establishments in the town of Richmond and the municipality of Melbourne.	1106
484 — Industrie de la lithographie dans la province de Québec.	1113	484 — Lithographing industry in the Province of Quebec.	1113
ASSEMBLÉES:		MEETINGS:	
La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.	1122	The Alma & Jonquières Railway Company.	1122
Quebec Central Railway Company.	1122	Quebec Central Railway Company.	1122
Richelieu Bridge Company Limited.	1122	Richelieu Bridge Company Limited.	1122
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1095	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1095
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage (Formation).	1123	Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage (Formation).	1123
Bill sanctionné.	1127	Bill sanctioned.	1127
Claude Lake Mines Ltd. (Directeurs).	1125	Claude Lake Mines Ltd. (Directors).	1125
Discours du Trône (Prorogation).	1124	Speech from the Throne (Prorogation).	1124
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Directeurs).	1126	Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Directors).	1126
Gérard Collin Inc. (Directeurs).	1128	Gérard Collin Inc. (Directors).	1128
Kelpie (Canada) Limited (Nomination d'agent).	1127	Kelpie (Canada) Limited (Appointment of agent).	1127
La Coopérative des Fonctionnaires Municipaux (Fondation).	1123	La Coopérative des Fonctionnaires Municipaux (Fondation).	1123
L'Association des Maîtres Electriciens du Québec (Formation).	1127	L'Association des Maîtres Electriciens du Québec (Formation).	1127
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Marc de Cournoyer (Formation).	1126	Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Marc de Cournoyer (Formation).	1126
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Barnabé-Nord (Formation).	1126	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Barnabé-Nord (Formation).	1126
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Nicolas (Formation).	1125	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Nicolas (Formation).	1125
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Patrice de Sherrington (Formation).	1125	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Patrice de Sherrington (Formation).	1125
Liste des Présidents d'élection.	1124	List of returning-officers.	1124
St-Georges-Ouest, village de (Obtention de lettres patentes).	1122	St-Georges-West, village of (Application for letters patent).	1122
Syndicat des Métiers de la Construction de Sherbrooke (Formation).	1123	Syndicat des Métiers de la Construction de Sherbrooke (Formation).	1123
Villeray Hosiery Limited (Directeurs).	1123	Villeray Hosiery Limited (Directors).	1123
W. H. Miner Inc. (Nomination d'agent).	1127	W. H. Miner Inc. (Appointment of agent).	1127
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Algray Mines (Quebec) Limited.	1128	Algray Mines (Quebec) Limited.	1128
Allison Corporation of Lévis.	1128	Allison Corporation of Lévis.	1128
Aqueduc Realty Corporation.	1129	Aqueduc Realty Corporation.	1129
Bellefeuille & Cheney Ltée.	1129	Bellefeuille & Cheney Ltée.	1129
Club de Courses Donnacona Limitée.	1130	Club de Courses Donnacona Limitée.	1130
Fremshaw Investments Limited.	1130	Fremshaw Investments Limited.	1130
Gallagher's Restaurants Incorporated.	1130	Gallagher's Restaurants Incorporated.	1130
Keefer Realty Corporation.	1130	Keefer Realty Corporation.	1130
La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel.	1129	La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel.	1129
Lansdowne, Limited.	1129	Lansdowne, Limited.	1129
Ogilvy Realty Corporation Limited.	1129	Ogilvy Realty Corporation Limited.	1129
Rose Finance Corporation.	1131	Rose Finance Corporation.	1131
Rotherwood Realty Company.	1131	Rotherwood Realty Company.	1131
The Grove Park Estate Company.	1131	The Grove Park Estate Company.	1131
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Enterprise Railway Equipment Company.	1131	Enterprise Railway Equipment Company.	1131
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Ste-Claire.	1132	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Ste-Claire.	1132

INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-Ephrem d'Upton, munic. scolaire de 1132
 St-Valentin, munic. scolaire de 1132

TERRES ET FORETS:

Jonquière, canton de 1132

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Amendement de règlements) 1148
 Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Prélèvement) 1150
 Comité paritaire de l'industrie des gants de travail (Approbation de règlements) 1146
 Comité paritaire de l'industrie des gants de travail (Prélèvement) 1149
 Comité paritaire de l'industrie des gants fins (Approbation de règlements) 1148
 Comité paritaire de l'industrie des gants fins (Prélèvement) 1152
 Comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district (Approbation de règlements) 1148
 Comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district (Prélèvement) 1154
 Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec (Modification) 1148
 Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville (Modification) 1147

TRÉSOR:

Assurances

La Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company 1133
 La Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company 1133
 La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada 1133

LETTRES PATENTES:

Combustion Inc. 1096
 Construction de Coaticook Limitée — Coaticook Construction Limited 1097
 Guy Street Investment Corporation 1097
 La Compagnie de Finance Générale, du Saguenay et du Lac St-Jean, Limitée 1097
 La Société de Pédiatrie de Montréal Incorporée 1098
 La Tuque Distributeurs Inc. 1098
 Le Chatelet Inc. 1099
 L. Soucis, Limitée 1099
 Mont-Louis Mines Limited 1099
 Sorel Autoparts Co. 1100
 Successors to the Swift-Copland Building Ltd. 1100
 The Island Textile Co. Inc. 1101
 Trans Allied Refrigeration Co. Ltd. 1101
 Vermont Sales & Service Inc. 1101
 Wellworth Agencies Inc. 1102
 Zeppen-Field Studios of Canada, Limited 1102

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

A. & A. Maintenance Supply (Farnham) Inc. (Correction) 1102

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

La Compagnie de Téléphone de Warwick 1103

EDUCATION:

St-Ephrem d'Upton, school munic. of 1132
 St-Valentin, school munic. of 1132

LANDS AND FORESTS:

Jonquière, township of 1132

LABOUR:

Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (Amendment of by-laws) 1148
 Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District (Levy) 1150
 Joint Committee of the Working Glove Industry (Approval of by-laws) 1146
 Joint Committee of the Working Glove Industry (Levy) 1149
 Joint Committee of the Fine Glove Industry (Approval of by-laws) 1148
 Joint Committee of the Fine Glove Industry (Levy) 1152
 Joint Committee of Plumbers of Three Rivers and District (Approval of by-laws) 1148
 Joint Committee of Plumbers of Three Rivers and District (Levy) 1154
 Paper box industry in the Province of Quebec (Amendment) 1148
 Barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville (Amendment) 1147

TREASURY:

Insurance

La Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company 1133
 La Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Automobile Club Insurance Company 1133
 La Fédération, Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Company of Canada 1133

LETTERS PATENT:

Combustion Inc. 1096
 Construction de Coaticook Limitée — Coaticook Construction Limited 1097
 Guy Street Investment Corporation 1097
 La Compagnie de Finance Générale, du Saguenay et du Lac St-Jean, Limitée 1097
 La Société de Pédiatrie de Montréal Incorporée 1098
 La Tuque Distributeurs Inc. 1098
 Le Chatelet Inc. 1099
 L. Soucis, Limitée 1099
 Mont-Louis Mines Limited 1099
 Sorel Autoparts Co. 1100
 Successors to the Swift-Copland Building Ltd. 1100
 The Island Textile Co. Inc. 1101
 Trans Allied Refrigeration Co. Ltd. 1101
 Vermont Sales & Service Inc. 1101
 Wellworth Agencies Inc. 1102
 Zeppen-Field Studios of Canada, Limited 1102

LETTERS PATENT ANNULLED:

A. & A. Maintenance Supply (Farnham) Inc. (Correction) 1102

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

La Compagnie de Téléphone de Warwick 1103

NOMINATIONS		APPOINTMENTS:	
Diverses	1133	Miscellaneous	1133
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Bouchard vs Otis	1134	Bouchard vs Otis	1134
Therrien vs Lacasse	1134	Therrien vs Lacasse	1134
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant les articles 138, 210 et 428 de la Loi électorale de Québec	1134	Concerning Sections 138, 210 and 248 of the Quebec Election Act	1134
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Claude Lake Mines Ltd.	1136	Claude Lake Mines Ltd.	1136
Corporation Électrique de Charlevoix — Charlevoix Electric Corporation	1136	Corporation Électrique de Charlevoix — Charlevoix Electric Corporation	1136
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Brownsburg, village de	1137	Brownsburg, village of	1137
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company	1138	Canadian Pacific Express Company	1138
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Brisebois <i>et al</i> vs Brisebois	1139	Brisebois <i>et al</i> vs Brisebois	1139
Godbout vs Godbout, jr.	1138	Godbout vs Godbout, jr.	1138
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
La Tuque, ville de	1139	La Tuque, town of	1139
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Cochrane Dunlop Hardware Quebec Inc. vs Davidson	1141	Cochrane Dunlop Hardware Quebec Inc. vs Davidson	1141
Laliberté vs Sureau	1140	Laliberté vs Sureau	1140
Montambeault vs Lavoie	1140	Montambeault vs Lavoie	1140
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Bélanger vs Rajotte	1141	Bélanger vs Rajotte	1141
Letendre <i>et al</i> vs Morin	1141	Letendre <i>et al</i> vs Morin	1141
BEDFORD:		BEDFORD:	
Commissaires d'écoles de St-Sébastien vs Bergeron <i>et vir.</i>	1142	School Commissioners of St-Sébastien vs Bergeron <i>et vir.</i>	1142
Hilliker <i>et al</i> vs Hall <i>et al.</i>	1142	Hilliker <i>et al</i> vs Hall <i>et all.</i>	1142
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Girard vs Michaud	1143	Girard vs Michaud	1143
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Perreault vs Surprenant	1143	Perreault vs Surprenant	1143
Thibault vs St-Jacques	1144	Thibault vs St-Jacques	1144
MONTREAL:		MONTREAL:	
Canadian Petroleum Co. Ltd. vs Lepine	1144	Canadian Petroleum Co. Ltd. vs Lepine	1144
Lussier <i>et al</i> vs St-Cyr	1145	Lussier <i>et al</i> vs St-Cyr	1145
Tremblay, Sr. vs Robert	1144	Tremblay, Sr. vs Robert	1144
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Turcotte vs Arsenault	1145	Turcotte vs Arsenault	1145
Lavoie vs Isabel	1146	Lavoie vs Isabel	1146
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Lasalle Builders Supply Limited vs Brault	1146	Lasalle Builders Supply Limited vs Brault	1146
21892-o		21892-o	